LETTRE OUVERTE A EDMOND MAIRE voir p.7

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

MARDI 9 MARS

N° 130

1,50 F
Belgique : 15 F
Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

ESPAGNE

Après Franco

JUAN CARLOS ASSASSINE

En moins d'une semaine, cinq travailleurs ont trouvé la mort en Espagne, assassinés par les balles de cette police fasciste qui fait peser depuis près de quarante ans sa terreur sur le pays. Brutalement, un voile se déchire : celui de la prétendue «libéralisation» engagée, après la mort de Franco, par Juan-Carlos et des ministres comme Fraga Iribarne et le comte de Motrico.

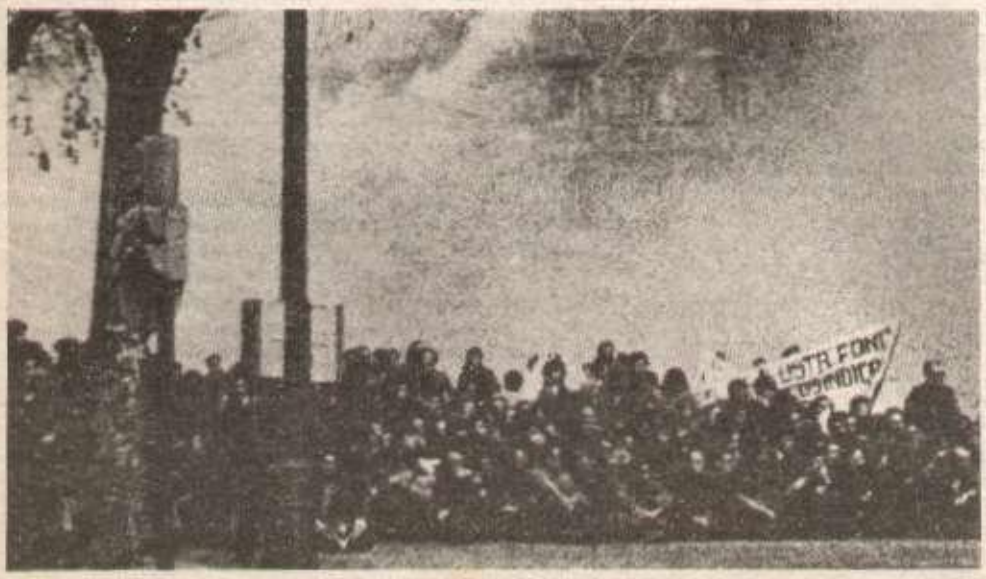
Souvenons-nous : voici quelques semaines, il n'était question partout que de la «voie démocratique» sur laquelle, soi-disant, s'engageait désormais l'Espagne. Giscard y donnait sa bénédiction, en se déplaçant personnellement au sacre du nouveau roi. En Espagne, une certaine opposition, allant de la «démocratie chrétienne» au parti «communiste», se préparait, avec des espoirs plus ou moins à court terme, à profiter du rétablissement d'une façade parlementaire, et appelait les masses à laisser les choses se faire en douceur. Seuls les révolutionnaires indiquaient que l'oligarchie franquiste et les Etats-Unis, face à l'expérience de lutte acquise ses dernières années par le peuple, n'avaient guère d'autre issue que le maintien du fascisme, et envisageaient tout au plus de le replâtrer.

Depuis le début de l'année, cette tentative s'est brisée sur un mur : celui du combat, de plus en plus généralisé, de plus en plus offensif, de la classe ouvrière, du peuple tout entier. Profitant du moment précis où le régime se repliait un peu, hésitait au bord de l'emploi de ses vieilles méthodes répressives, les travailleurs sont entrés massivement dans la lutte, repoussant chaque fois plus les limites de ce qui était toléré. Lançant leur mouvement sur des bases revendicatives, ils y ont rapidement ajouté des mots d'ordre démocratiques, tels que la libération des prisonniers politiques et la réembauche des licenciés pour fait de grève.

Incapable d'endiguer la vague de luttes, ne pouvant même pas compter sur l'opposition réformiste et révisionniste pour la contrôler entièrement, le régime en vient depuis quelques jours à manifester dans les actes son véritable visage. L'appareil d'Etat fasciste, que les discours de Fraga tentaient de couvrir des oripeaux de la démocratie, [illegible] l'évolution, c'est ailleurs qu'elle s'est produite depuis : de ce côté des Pyrénées où son collègue en «libéralisme» [illegible] contre les paysans aux méthodes espagnoles.

En vain : la leçon de Vitória, celle qui ressortira à coup sûr demain du nouvel assassinat de Basauri, c'est que les masses, désormais en mouvement, ne se laissent [illegible] face aux fusils des «grises» et de la «guardia civil», elles ripostent avec ce qui leur tombe sous la main, et repartent à l'assaut après avoir enterré leurs morts. C'est leur combat, et non la prétendue «évolution intérieure» qui viendra à bout du fascisme espagnol.

Jean Lermet



Annecy voir p. 3

Rebondissement de l'affaire Azzouz :

LES "ERREURS" DU PROCUREUR

Isbanne Azzouz, un Algérien avait été retrouvé mort dans 1 m 30 d'eau dans le lac d'Annecy, le 17 octobre 1975. Mort naturelle, avait alors dit la police, sans enquête ni autopsie. Tous les indices prouvaient pourtant le contraire, comme pour deux autres Algériens disparus dans la région, et retrouvés dans les mêmes conditions. Un neveu d'Isbanne a tout fait pour connaître la vérité. Aujourd'hui les contradictions entre les différents «rapports», dont celui du procureur, éclatent : c'est bien d'un crime qu'il s'agit !

- Visite au Salon de l'Agriculture -P3-
- Les leçons des cantonales -P4-
- Un jeune de Fougères témoigne Sotracomet et Simax : la solidarité en action -P5-
- Hassan II contre le peuple sahraoui -P9-
- La vie du journal -P10-
- Télévision : interview de J.E. Jeannesson Notre feuilleton Etoile Rouge sur la Chine -P11-

Questions actuelles sur le Moyen-Orient interview de BASSAM ABOU-SHARIF, porte-parole du FPLP

voir p. 12

FONCTION PUBLIQUE

GRÈVES ET MANIFESTATIONS

voir p. 6

La suite de notre enquête *ce qu'on fait manger aux Français*

voir p.2

ENQUETE

CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANCAIS

(7)

LA MACHINE A VIANDE BLANCHE

Voilà une question qui parait bien simple mais à laquelle il n'est pourtant pas facile de répondre. Qu'en est-il de la qualité, de la richesse nutritive de tel ou tel aliment ? Que choisir ? Que donner à nos enfants ? Qui est responsable des divers trafics ? Comment bien manger ?

Il est nécessaire de faire le point, de commencer à répondre aux interrogations des travailleurs. Mais pour ce faire, se limiter à quelques points de vue ne nous parait ni suffisant, ni satisfaisant. Ce sont des dizaines de témoignages, de réflexions collectives de travailleurs qui sont indispensables. Il faut que les paysans, les ouvriers des industries alimentaires puissent apporter leurs connaissances aux autres travailleurs. Car si un certain nombre de choses commencent à être connues, toutes sont loin de l'être. C'est un premier procès de masse de l'alimentation que nous impose le capitalisme, que nous devons ouvrir ensemble ! Alors, producteurs ou «consommateurs», écrivez-nous sans tarder pour y contribuer !

Viande trafiquée : qui est responsable ?

A cette question, certains répondent : «le consommateur, qui aime la viande bien blanche». Pour le travailleur, qui se détourne de plus en plus de cette viande coûteuse et dont il sait qu'elle n'est pas très saine, cette réponse n'est pas très convaincante.

Alors, qui est responsable, l'éleveur ?

Autrefois, effectivement, l'éleveur était maître de ses méthodes d'élevage : pour obtenir un veau bien blanc, il le nourrissait exclusivement au lait de vache, en l'empêchant de manger tout autre aliment qui aurait pu contenir du fer, et en le maintenant ainsi anémié. La bête ainsi produite était bien malade, au moins ne contenait-elle pas d'hormones ni d'antibiotiques.

Mais la plupart des éleveurs de veau, de nos jours, n'ont aucun contrôle, aucune autonomie, concernant les méthodes d'élevage. Celles-ci sont imposées par les firmes qui, souvent, leur fournissent les veaux à élever, les aliments à leur donner, et qui après commercialisent les veaux.

C'est qu'en effet, le capitalisme a complètement transformé l'organisation de l'élevage. Des groupes comme Duquesne-Purina, Nukamel, Univor (contrôlée par Yoplait) ou encore Sanders (contrôlé par la multinationale Cavenham Ltd., le 3ème trust alimentaire d'Europe) ont introduit ces méthodes que nous avons vues de façon à abaisser les prix de revient du veau et à permettre la production sur une large échelle. Et ceci en réduisant le temps nécessaire à son engraissement.

LE RESPONSABLE, C'EST LE TRUST

L'éleveur qui travaille pour de telles firmes «intégrées» n'a qu'à suivre les normes imposées par le trust. Il doit fournir la quantité de viande qu'on lui demande, avec les veaux et les aliments qu'on lui fournit. S'il emploie des méthodes moins intensives, il ne pourra y arriver ; il devra supporter le déficit, son travail ne sera pas rémunéré, et le contrat ne sera pas renouvelé.

Pourquoi les éleveurs acceptent-ils de «s'intégrer» ainsi ? C'est parce que à l'époque où 8 paysans quittent la terre chaque jour, s'il veut rester à la campagne, il n'a pas le choix : c'est augmenter sa productivité ou partir. Et augmenter sa productivité, c'est investir, c'est s'endetter, c'est accepter les conditions de ceux qui vous fournissent les matières premières, c'est accepter leurs méthodes, c'est s'intégrer.

LES ÉLEVEURS, ALLIÉS DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Si les éleveurs ne sont pas maîtres des conditions d'élevage, au moins sont-ils financièrement responsables de leur élevage. Et beaucoup, en s'intégrant, espéraient progressivement s'enrichir, de petit patron devenir grand patron. Mais cette responsabilité financière s'est avérée être un moyen pour les trusts de leur faire supporter les déficits ! Seuls maîtres des prix «en amont» et «en aval», grâce à leur situation de monopole, ceux-ci peuvent très bien, prétextant par exemple une mévente, payer les veaux au paysan moins cher qu'il ne lui a coûté pour les élever. Et le paysan ne sera même pas rémunéré pour son travail ! Il s'endettera de plus en plus, parfois jusqu'à devoir quitter la terre, et continuer à subir des saisies-arrêt sur son salaire d'ouvrier !

Si bien que de plus en plus les éleveurs se révoltent contre cette situation, pour que soit rémunéré leur travail. Dans certaines régions comme le Lot-et-Garonne, ils ont imposé une rémunération garantie de leur travail ; ils se reconnaissent de plus en plus comme des salariés de la terre, proches alliés des ouvriers.

Ce qui donne de nouvelles perspectives, au socialisme dans notre pays : seul le socialisme, en éliminant la domination du capital sur la campagne et en instaurant progressivement la propriété collective de la terre, permettra aux paysans de produire, pour répondre aux besoins du peuple, une nourriture de qualité.

Paul GAUVIN

Une législation de façade : (suite)

En 1971, Cointat, alors ministre de l'agriculture, sortait une circulaire interdisant tout traitement œstrogènique chez des animaux n'ayant pas atteint la maturité sexuelle. Cette circulaire a été appliquée... pendant quelques semaines.

Des antibiotiques, il n'en est pour ainsi dire pas question. Théoriquement, tout producteur de veau qui a utilisé des hormones ou des antibiotiques doit présenter à l'abattoir une ordonnance du vétérinaire. Mais pourquoi serait-il assez naïf pour la présenter, alors que les moyens de contrôle sont pratiquement inexistants ?

Le résultat de tout ça, c'est qu'on retrouve, dans des boucheries de Paris, des antibiotiques dans un foie de veau sur deux, et souvent à des doses importantes. 45 francs le kilo, c'est cher pour de la viande, ce n'est pas cher pour un antibiotique, mais quand même !

La consommation du veau en France

Elle ne cesse de diminuer : 8,3 kg par habitant en 1963, 6,1.....1973.

Qui mange du veau en France ?

En 1972, les patrons et leur famille ont consommé, par tête, pour 141,22 F de viande de veau.

Les cadres supérieurs : 115,69 F.

Les ouvriers : 78,68 F.

Les patrons mangent deux fois plus de veau que les ouvriers. Une leçon entre autres : les ouvriers ne sont pas prêts à payer plus cher pour une viande bien blanche, bourrée de drogues.

Le veau de boucherie : un monstre

Comment obtenir du veau blanc ?

A huit jours, vous le retirez de sa mère. Vous lui implantez des hormones féminisantes derrière l'oreille. Si ça ne suffit pas, vous pourrez recommencer. Vous l'enfermez bien, avec 50 ou 100 autres, dans une étable de façon qu'il ne puisse pas bouger, ni voir la lumière du jour, ni la couleur des prés, ni même manger de la paille. Vous le nourrissez avec du lait en poudre enrichi aux protéines, de plus en plus concentré, en évitant quand même les ennuis digestifs.

Tout ça ne fait pas une bête très bien portante ? Bien sûr, complètement anémiée, elle est à la merci du premier microbe. Alors, on répand largement des insecticides. On bourre le veau d'antibiotiques, d'hormones et d'anabolisants pour qu'il résiste. Au bout de 3 mois, vous obtenez, si tout va bien, une bête de 120 kilos, qui n'a pas grand chose à voir avec le veau qu'on peut voir dans les prairies.

LES DANGERS POUR LES CONSOMMATEURS

Les hormones : ce sont des hormones féminisantes, du type œstrogène. Le risque est plus grand pour le consommateur si les injections ont été répétées, surtout peu de temps avant l'abattage, parce qu'elles n'auront pas été détruites par l'organisme du veau. Plus grand aussi si ce sont des hormones synthétiques qui sont utilisées ; elles sont souvent plus efficaces, et surtout elles se dégradent beaucoup plus lentement dans l'organisme. Or, les synthétiques coûtent à peu près dix fois moins cher que les naturelles.

Et les œstrogènes représentent chaque année 350 millions de Francs de chiffre d'affaire pour les laboratoires.

En dehors des effets «normaux» de ces hormones, qui sont probablement faibles aux doses présentes dans la viande, sauf peut-être pour les jeunes enfants, ce qui est à craindre, c'est l'effet cancérigène de ces hormones. Si cet effet semble affirmé par certaines observations médicales et certaines expériences, il faut souligner qu'à l'heure actuelle on ne peut établir aucun lien certain entre les doses et le déclenchement du cancer.

Les antibiotiques ; le paradoxe est qu'ils sont largement utilisés dans la boucherie au moment où on commence à voir les inconvénients de leur utilisation abusive en médecine :

- L'administration au hasard d'antibiotiques arrive à «sélectionner» des microbes résistants à cet antibiotique, et à d'autres qui lui ressemblent. Certaines infections qui ne posaient aucun problème il y a quelques années en deviennent maintenant dramatiques.

- Même à très faibles doses, de nombreux antibiotiques peuvent provoquer des allergies : la prochaine fois qu'on prendra cet antibiotique, cela peut provoquer des troubles très divers, depuis le simple urticaire jusqu'au choc mortel, heureusement rare, mais qui arrive parfois. En prenant ainsi le risque de provoquer de telles allergies, non seulement on peut causer des maladies, mais on interdit l'usage d'antibiotiques efficaces, par exemple la pénicilline, qui devient dangereuse.

- Enfin, certains antibiotiques ont leur toxicité propre, par exemple le chloramphénicol peut provoquer des anémies graves en empêchant la formation de globules par la moëlle des os. La streptomycine, qui est également employée, crée à la longue une surdité, d'autres sont toxiques pour les reins, etc...

EN CONCLUSION : QUE FAIRE ?

Dans les conditions actuelles, il vaut mieux se méfier du veau qui est la plus «truquée» de toutes les viandes. Il faut surtout éviter le foie de veau, qui est souvent très gorgé d'antibiotiques, ainsi que les rognons.

Ces conseils valent surtout pour les enfants, les femmes enceintes, ceux qui doivent par ailleurs prendre des antibiotiques et ceux qui ont des troubles des fonctions du foie ou des reins. Et puis après tout pourquoi pas ? On peut peut-être exiger du veau rose chez le boucher : il y a des chances pour qu'il n'ait pas été traité de la même manière. Espérons qu'on ne nous le fera pas payer encore plus cher...

Du veau sur ordonnance

Les hormones et les antibiotiques dans la viande de veau, un faux problème ?

Un spécialiste de l'hygiène alimentaire, le Pr. Gounelle de Pontanel, ne le pense pas. Dans un rapport à l'Académie de Médecine, il affirme : Des résidus d'antibiotiques sont retrouvés dans 36 % des veaux. Il est vrai que le porc n'est pas mieux servi : on retrouve des antibiotiques dans 58 % des porcs.

D'autre part, d'après le Syndicat National des Vétérinaires Praticiens, au moins 70 % des veaux reçoivent des hormones.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Rebondissements dans l'affaire Azzouz

LES ERREURS DU PROCUREUR

Il y a du nouveau dans l'affaire Isbanne Azzouz. Isbanne Azzouz, c'est cet Algérien de 42 ans retrouvé noyé dans 1,30 m d'eau dans le lac d'Annecy, le 7 octobre 1975. Comme il s'agit d'un Algérien, la police n'a besoin ni d'enquête, ni d'autopsie pour conclure à la mort naturelle, bien que le corps porte de nombreuses traces de coups, bien que la veste d'Isbanne soit déchirée et retrouvée à plusieurs mètres du corps. L'affaire aurait pu se terminer là comme tant d'autres affaires similaires : plusieurs travailleurs algériens ont disparu dans la région d'Annecy dans les mêmes conditions, par exemple Mademoiselle Rabahi retrouvée en mai 74 noyée, le corps lesté de grosses pierres, et Kerboua Hocine noyé «accidentellement» dans le lac.

Mais cette fois, ça ne se passera pas comme ça, le neveu d'Isbanne, Mohammed est envoyé par la famille pour faire rapatrier le corps en Algérie. Mohammed va trouver l'affaire bizarre et faire sa propre enquête. En effet Mohammed va constater que le cadavre de son oncle porte des traces évidentes de coups, il fait alors arrêter la mise en bière et se rend au tribunal où on le reçoit à contrecœur. Un deuxième examen médical ne donne rien de nouveau : mort par hydrocution, un point c'est tout. Dans la nuit du 7 au 8 novembre, en rentrant dans sa chambre d'hôtel, il est attaqué et précipité par une fenêtre du troisième étage par quatre individus, heureusement, une verrière freine sa chute, il ne sera que blessé. Conduit à l'hôpital, on l'empêche de prévenir ses amis.

LE COMMUNIQUÉ DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE...

Plusieurs organisations d'Annecy, dont la CGT et la CFDT, informées de l'affaire exigent des explications de la police et de la justice et soulignent leurs contradictions.

Sortant de son silence, le procureur de la République fait paraître un communiqué fin décembre 75 disant :

« L'autopsie pratiquée dans le cadre de cette information par l'Institut médico-légal de Lyon n'a révélé aucune trace suspecte et a permis de conclure à nouveau à la mort par noyade ».

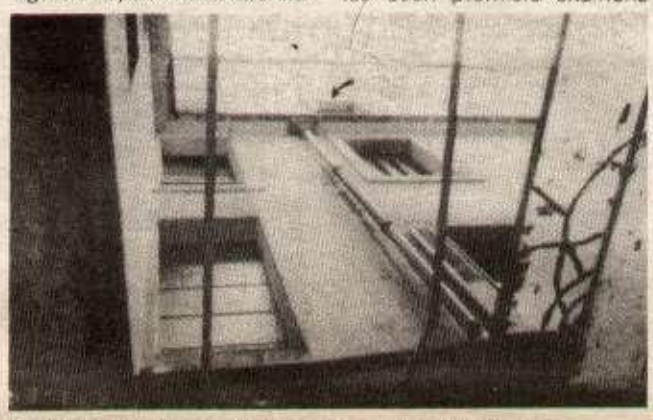
Or, le rapport d'autopsie effectué à l'Institut médico-légal de Lyon le 20 novembre constate :

« Le corps présente des excoriations au niveau des deux tibias, un à gauche à 30 cm des talons, l'autre à droite à 18 cm des talons. Il présente un hématome à l'épaule gauche, un hématome au niveau de la base du thorax à gauche, un hématome au-dessus de la crête iliaque gauche. »

Et le rapport conclut : *« On peut affirmer que la mort est dûe à une submersion. Les lésions thoraciques que nous avons observées peuvent être dûes au fait qu'il est tombé à l'eau et s'est blessé en tombant. On ne peut cependant pas exclure des manœuvres criminelles pour le pousser à l'eau. »*

EN CONTRADICTION AVEC LES RAPPORTS MÉDICAUX

Or, d'après le procureur, les deux premiers examens médicaux n'auraient révélé ni blessures ni traces suspectes. Si cela est vrai pour le premier certificat médical, celui du docteur Martin du 7/10/75, c'est faux en ce qui concerne le deuxième certificat médical du 7/12/75 comme le soulignent douze organisations politiques et syndicales d'Annecy. En effet, le rapport du docteur Bonnet constate : *« néanmoins, on peut signaler dans la région sous-mammaire droite une lividité circonscrite plus marquée ; de même, plusieurs traces de lividité excoriées sur la face antérieure des deux tibias »*. Le procureur de la République aurait-il sauté ces lignes en prenant connaissance du rapport ?



La flèche indique la fenêtre d'où est tombé M. Azzouz

Le communiqué du procureur pour ce qui est de l'accident de Mohammed mettait l'accent sur le taux d'alcoolémie de la victime.

Or le procès verbal de transport sur les lieux du 11 décembre indique : *« Si l'on tient pour acquis que la chute de Azzouz Mohammed s'est produite depuis la fenêtre du troisième étage, l'hypothèse de l'accident, bien que suggérée par l'intensité de l'imprégnation alcoolique, nous paraît assez difficile à admettre (sauf extraordinaire concours de circonstances) en raison de l'épaisseur et de l'étroitesse de la vitre. L'hypothèse de la défenestration criminelle nous paraît plus vraisemblable. »* Encore un passage qui a échappé à la vigilance du procureur !

Que signifient ces «oublis» de la part de la justice et en particulier du procureur ? Nous n'irons pas jusqu'à penser qu'ils couvrent les agissements des racistes d'Annecy. Maintenant qu'il apparaît qu'Isbanne a été précipité dans le lac d'Annecy et que Mohammed a été défenestré du troisième étage, il faut exiger que l'enquête soit rapidement et correctement menée, et que tous les tueurs racistes soient démasqués, ainsi que leurs complices.

Serge LIVET

Le salon de l'agriculture
VITRINE OFFICIELLE...
PRÉOCCUPATIONS DES PETITS PAYSANS

Le salon international de l'agriculture ouvrait ses portes dimanche, au palais des expositions, porte de Versailles à Paris. Il était officiellement inauguré par Bonnet qui profitait de l'occasion pour faire valoir les prétendus résultats arrachés à Bruxelles. Mais il a eu beau se dire ému par la mort d'Emile Pouytes, devant le stand du Languedoc crêpé de noir en hommage à ce viticulteur, sa démagogie n'a pas été appréciée. Les viticulteurs savent que le responsable c'est le gouvernement qui les accule à la misère et au désespoir et leur envoie ses CRS quand ils manifestent. Quant aux résultats acquis à Bruxelles, quel viticulteur peut encore penser qu'ils vont régler quoi que ce soit ?

Mais ces préoccupations des petits paysans, n'ont théoriquement pas leur place dans ce salon qui se veut essentiellement technique. Son but c'est de présenter une certaine image de l'agriculture française, une image officielle, sans ombres, sans problèmes. Pour les fabricants de matériel agricole, c'est une excellente vitrine de présentation de leurs produits devant des centaines de milliers de paysans français et aussi étrangers. Les «meilleurs producteurs français», entendons par là les plus compétitifs y disposent d'une surface d'exposition pour leurs produits qui leur permet de nouer des contacts avec des firmes françaises et étrangères. Lieu de rencontre des paysans de toute la France, ce salon organisé par le ministère de l'agriculture voudrait témoigner d'une unité du monde paysan, petits et gros unis dans un même effort. Il suffit d'y regarder d'un peu plus près pour comprendre que ça ne marche plus.

LA MACHINE A VENDANGE

Une des attractions de ce salon est la machine à vendanger Corsica, énorme plate-forme montée sur quatre vérins et tractée par un puissant moteur. Un système de batteurs, en secouant violemment la vigne, détache les grappes qui sont aspirées et rejetées dans une benne latérale. La publicité pour cette machine insiste sur l'économie de personnel qu'elle permet de réaliser : un ouvrier suffit à la conduire. Parmi ceux qui regardent avec attention la machine, c'est un mélange d'intérêt admiratif et d'inquiétude. Inquiétude car cette machine, accessible seulement aux plus gros viticulteurs -elle coûte 38 millions d'anciens francs -, en réduisant considérablement la main d'œuvre va faire baisser les coûts de production de ceux qui pourront l'utiliser et aggraver les difficultés des autres, les obligeant à louer les services de grosses entreprises pour faire la vendange. D'après les viticulteurs présents, la machine n'est pas encore totalement au point *« ça abîme les pieds de vigne, mais c'est le début ; on sera bientôt tous obligés de faire les vendanges avec ça »*. Deux jeunes ouvriers agricoles qui travaillent une partie du temps chez des maraîchers et l'autre partie dans le vignoble sont inquiets, bien qu'admiratifs pour ce progrès technique : *«On ne pourra plus s'embaucher pour la vendange, cette machine, c'est des chômeurs en plus»*.

Le prix des machines agricoles est un sujet de préoccupation pour de nombreux visiteurs, sauf pour les gros paysans qui peuvent se permettre de renouveler souvent leur matériel avec les exemptions de TVA qui leur sont accordées. Pour les petits paysans qui ne disposent pas du capital suffisant, c'est beaucoup plus difficile, même pour changer de tracteur, à moins de faire un nouvel emprunt au crédit agricole qu'il faudra rembourser en améliorant les rendements au prix d'un travail plus dur, c'est ce que m'explique l'un d'eux : *«Les petits paysans payent des impôts pour les gros qui eux touchent toutes les plus grosses aides du gouvernement»*.

A la sortie, une discussion avec une jeune qui élève des chèvres pour faire du fromage, porte sur les difficultés des petits paysans du Sud *«Montredon, il fallait ça pour qu'on parle des viticulteurs, c'est le gouvernement le responsable»*.

Le salon de l'agriculture, on y vient pour voir les machines, les nouvelles techniques, les bêtes... On y vient aussi pour discuter, échanger des idées, confronter les problèmes.

En bref

Les responsabilités du Gaz de France

Après l'explosion qui a fait quatre morts et cinq blessés à Marseille, le 4 mars, le Gaz de France dégage toute responsabilité disant que la conduite qui alimente le quartier est en bon état, puisqu'elle a été posée en 1961. Le Gaz de France par contre ne signale pas l'état des dérivations intermédiaires et des canalisations internes à l'immeuble dont il est propriétaire.

En 1974, l'enquête qui avait été faite à la suite d'une explosion, rue d'Endoume, dans les mêmes conditions, avait révélé que : *« en raison du mauvais état des canalisations de gaz desservant la rue d'Endoume, inapte à recevoir le gaz naturel désormais mis en service, cinq fuites de gaz différentes avaient créé une nappe qui, empruntant les canalisations d'égouts, avaient constitué une accumulation de gaz dans la salle de bain. »*

S'il y a des explosions, c'est que le réseau secondaire de canalisations et les équipements internes aux vieux immeubles de Marseille sont totalement inadaptés à l'utilisation du gaz de Lacq.

A Marseille, une association des victimes du gaz est en train de se mettre en place et les associations de consommateurs vont se porter partie civile.

Armée : de nouvelles sanctions

Deux appelés des troupes françaises en Allemagne, le soldat Vanderkham et le caporal Krizanowski ont été punis de trente et quarante cinq jours d'arrêts de rigueur à Landau (8e régiment d'infanterie) pour avoir demandé «des explications sur la suppression au mois de mars de la permission de 72h. avec voyage gratuit» et avoir fait circuler une pétition à ce sujet qui a recueilli plus de 50 signatures. C'est ce qu'indique le comité de soldats de Landau.

Nantes : procès de deux éducateurs

Demain s'ouvrira à Nantes, le procès de deux éducateurs poursuivis pour «excitation de mineurs à la débauche». La bourgeoisie nantaise ne craint pas le ridicule, ce qu'elle reproche officiellement à ces éducateurs, c'est d'avoir fourni des préservatifs à un groupe d'adolescents dont ils avaient la charge.

Psychiatrie : contre la réforme Dienesch

Depuis décembre, les élèves stagiaires de première année sont en lutte contre l'application de la réforme Dienesch, contre la répression et la division qu'elle entraine. Quelques aspects de la réforme : aligner les élèves en psychiatrie sur le statut des diplomés d'Etat, ce qui remet en cause leur statut de travailleur en formation (salarié), de diviser les élèves du personnel hospitalier, et de les couper de toute pratique, en les abrutissant par tout un sytème de cours, «d'interrogations écrites», de bachottage, en un mot...

Depuis le début de l'année, les élèves refusent les interrogations écrites notées. Le conseil technique prend alors des sanctions : un élève licencié, deux élèves à l'essai pour deux mois, trois avertissements. Malgré leur isolement, les élèves poursuivent leur lutte, le licenciement étant maintenu. Le conseil technique décide alors de fermer l'école et prend de nouvelles sanctions : *expertise psychiatrique sur une élève*, convocation de deux élèves le 31 mars devant le conseil technique.

En envoyant une délégation lors de l'expertise, les élèves ont obtenu son report. Aujourd'hui, leur but est de faire connaitre leur lutte, de prendre contact avec les élèves d'autre hôpitaux, de généraliser le mouvement pour obtenir l'abrogation de la réforme Dienesch.

Correspondance de Marseille

POLITIQUE

En bref

Création d'un Comité de Lutte anti-répression à Epinal

Après la mort de Michel Boyé, tué par les CRS le 17 février lors des manifestations paysannes, une dizaine de paysans ont constitué un comité anti-répression. Ce comité est ouvert à tous ceux qui *« subissent dans leur vie quotidienne, professionnelle et politique la répression sous toutes ses formes »*. Le PCF et la CGT, considérant ce comité comme «extrémiste» (!) ont refusé de s'y associer.

Boues rouges

Les syndicats de marins-pêcheurs de la baie de la Seine et du Havre ont obtenu du tribunal administratif de Rouen que l'usine Thannet-Mulhouse du Havre ne rejette plus de bioxyde de titane dans la baie de la Seine. Le bioxyde de titane est à l'origine des boues rouges qui polluent la Seine.

Soldats, ne demandez pas d'explications !

Pour avoir fait circuler une demande d'explication sur la suppression au mois de mars de la permission de 72 h. avec voyage gratuit, quatre soldats, membres du comité de soldats de Landau (Rhénanie) ont été condamnés aux arrêts de rigueur (entre 15 et 45 jours), mutés dans un autre régiment, et vont passer devant le Tribunal Permanent des Forces Armées de Landau !

Menaces de saisie contre «Libération»

On se rappelle que le quotidien «Libération» avait été condamné à verser des dommages et intérêts au juge Zollinger, pour l'avoir accusé d'avoir provoqué le suicide d'un détenu dont il avait refusé la mise en liberté. «Libération» avait été obligé de publier le texte intégral du jugement. Le juge Zollinger, qui a maintenant grimpé dans la hiérarchie judiciaire - il est conseiller à la Cour d'Appel de Paris - vient de demander l'ouverture d'une procédure de saisie contre le journal, pour récupérer ses 25000 francs (nouveaux) de dommages et intérêts. Les biens de «Libération» seraient mis en vente aux enchères le 29 mars si le somme n'est pas payée.

COMMUNIQUÉ

Contre la politique du meurtre à Narbonne, à Epinal, défendons nos droits ! Développons nos luttes !

Depuis plusieurs mois, la répression contre les luttes ouvrières et paysannes ne cesse de se développer :

Sanctions contre les délégués actifs et syndicalistes révolutionnaires :
—A Nancy, mutation d'une déléguée au Centre Hospitalier Universitaire de Brabois ; licenciement d'un délégué à Permali.
—A Pompey, des délégués sont menacés de passer au tribunal.

Répression féroce contre les manifestations paysannes : le 17/2 à Epinal, la sauvage agression des CRS entraîne la mort de l'agriculteur Michel Boyé. Le 4 mars, près de Narbonne, c'est le viticulteur Emile Poytes qui est assassiné par les flics.

Par cette répression, la bourgeoisie veut isoler nos luttes, elle craint l'unité ouvriers-paysans qui commence à se développer.

Organisons dès aujourd'hui la riposte populaire !

La section de Nancy du PCR (ml) *appelle à un rassemblement*
Mercredi 10 Mars à 17 h 30. Place St Epvre

LES RÉSULTATS DES CANTONALES

Comme on pouvait s'y attendre ce premier tour des élections cantonales a été pour les partis de la majorité comme de l'opposition une occasion de compter leur influence respective. La gauche obtient 56,3% des suffrages exprimés et la majorité 43,2%. Mais leur bataille, n'a pas suscité un grand intérêt chez les travailleurs : le pourcentage des abstentions en atteste : 34,6% c'est à dire moins qu'en 1970 (38,2%) et qu'en 1973 (46%) année également de législatives.

Deux ans après les élections présidentielles, les élections qui sont une occasion d'opérer des reclassements au sein de la majorité avant les prochaines législatives, ont vu les RI et les réformateurs s'affronter à des sièges détenus par l'UDR comme en Alsace, le Val de Marne ; dans des villes comme Lyon et Marseille de tels affrontements acharnés au sein de la majorité devait servir de test. Ces duels dans le Val de Marne, à Marseille, entre autres, ont par-delà les reclassements internes à la majorité **été profitables à une progression** de la gauche et en particulier du PS.

L'UDR perd 5% depuis **1970 reste cependant en** tête de la majorité avec 10,6% des suffrages exprimés tandis que les RI passent de 5,15 à 8,5%.

Du côté de la gauche, ce qui est net c'est d'une part une stagnation du PCF et une forte progression du PS, qui passe de 14,8% à 26,5%. Le PS, dont l'influence n'est guère comparable à ce qu'il était en 1970 a pu se permettre de présenter deux fois plus de candidats. Il menace sérieusement la majorité comme dans la Corrèze dont Chirac est président du conseil général sortant où dans **le Puy de Dôme où il inquiète le poulain de Giscard.**

Le territoire de Belfort où il développe un acquis des législatives, et dans les Côtes du Nord où il prend des sièges à des «plèvenistes». C'est aussi par rapport au PCF qu'il se renforce comme à Bruay en Artois où il arrive en tête devant le candidat sortant du PCF après une campagne qui a mobilisé les dirigeants nationaux des deux partis.

La stagnation du PCF n'exclue pas parfois l'acquisition de nouveaux sièges comme dans le Nord. Mais son recul général en pourcentage se manifeste notamment dans un canton comme celui de la Seine St Denis où son président sortant est réélu avec une perte de 10% des suffrages.

	Résultats de 1970 1er tour	Résultats de 1976 1er tour
PCF	23,84	22,8
PS	14,80	26,5
Divers gauche	10,52	3,9
UDR	15,64	10,6
RI	5,15	8,5
Centristes	9,11	6,7
Divers modérés	17,32	13,9

17 médecins contre l'ordre

Après Lyon, Rennes, Dijon, une nouvelle attaque contre les médecins qui refusent l'ordre des médecins à Besançon cette fois. A Dijon beaucoup de monde s'était mobilisé la semaine passée devant le siège de l'ordre qui prétendait condamner une femme-médecin. Elle contesta la volonté **de l'ordre d'être à la fois juge et partie ; l'affaire dut donc** être reportée. A Besançon c'est une autre tactique qui **est employée. 17 médecins ont reçu un avis les menaçant de** saisies s'ils ne payaient pas leurs dettes à l'ordre des médecins. La procédure permet une opposition pendant un mois, l'affaire est donc reportée en attendant que l'ordre confirme sa plainte au tribunal.

Les 17 médecins comptent bien ne pas se laisser faire et mobiliseront l'opinion en temps utile.

correspondant Besançon

PREMIERS SUCCÈS POUR LES ÉLÈVES RÉVOLUTIONNAIRES

Dimanche 7 mars, s'est tenue à Lyon la première coordination nationale des élèves révolutionnaires. Etaient présents des camarades de plus d'une cinquantaine d'établissements sur les 80 que regroupe d'ores et déjà la coordination.

D'emblée, ont été discutées les bases du travail révolutionnaire à l'école :
- contre l'école de classe, qui sélectionne, divise, inculque à la jeunesse l'idéologie de la bourgeoisie, réprime les révolutionnaires et ceux qui se révoltent.
- pour la solidarité avec les autres couches de la jeunesse, victimes du chômage, de la répression dans les quartiers, à l'armée...etc...
- pour le soutien à la lutte des peuples du monde contre l'impérialisme et le colonialisme
- pour l'unité avec la classe ouvrière et les masses populaires, pour que notre peuple s'empare de la lutte contre l'école capitaliste
- contre la manipulation du mouvement dans les écoles par les forces liées de près ou de loin à l'Union de la Gauche, pour la construction d'un courant révolutionnaire dans les comités d'action et de lutte.

Le travail, en commissions et en assemblée générale, a permis de faire un premier bilan de la riposte engagée par les élèves, à la parution des décrets d'application de la réforme Haby : contrairement à ce que dit la grande presse, la mobilisation dans les collèges et lycées est assez forte. Des mouvements sporadiques ont lieu ici et là. Après Lorient et Amiens, des actions et des grèves se déroulent un peu partout. A Lyon, contre le renvoi de plusieurs élèves, des AG se tiendront cette semaine. Un lycée sera en grève. A Chatenay, une grève d'une semaine a été votée en solidarité avec des profs menacés. A Verlomme (Paris), les élèves contraignent la directrice à un recul sur le problème des 10%... etc...

Tous les participants ont ainsi noté une aspiration certaine à la lutte contre la répression, pour la liberté d'expression et d'organisation. Cette volonté de riposte est aujourd'hui cependant limitée par le peu de perspectives offertes par les organisations trotskystes ou révisionnistes. (L'Uncal qui vient de tenir son congrès n'offre comme débouché de lutte que les habituelles délégations au ministère ou auprès des maires du PCF).

C'est pourquoi la coordination, après avoir indiqué que les premières actions auraient certainement lieu cette semaine, notamment à Paris, a décidé de tenir trois journées nationales d'action les 15, 16 et 17 mars prochain, pour élargir la mobilisation, et préparer une lutte plus vaste.

La plate forme politique et revendicative qu'elle a adoptée sera diffusée largement à cette occasion. La coordination s'est prononcée pour un mouvement généralisé de la jeunesse des écoles contre les décrets d'application de la réforme Haby, seul capable de faire reculer la bourgeoisie dans une situation politique instable, et pour la renégociation, établissement par établissement des règlements intérieurs, afin que soit fixées des cibles immédiates et concrètes à la lutte.

Plusieurs coordinations régionales d'élèves révolutionnaires se tiendront dans les semaines à venir : elles seront liées entre elles par un bulletin régulier de liaison, chargé de faire circuler l'information sur les luttes engagées. Enfin, outre plusieurs meetings importants tenus dans les principales villes, un colloque sur l'école, réunissant syndicalistes, ouvriers, ménagères, enseignants et élèves aura lieu à Paris au mois de mai.

A bas la réforme Haby !
Pour un mouvement généralisé de la jeunesse des écoles
Pour une renégociation, établissement par établissement des règlements intérieurs !
Vive la coordination nationale des élèves révolutionnaires.

Corr. Paris

LUTTES OUVRIERES

USINES CAPPE: UN RAPPORT DE FORCE QUI A PERMIS LA VICTOIRE

Cappe, à Nantes, c'est une entreprise spécialisée dans la réparation des transmissions et les compresseurs de camions. L'entreprise comporte un grand magasin de pièces détachées où les magasiniers vendeurs sont les plus nombreux.

Vendredi, c'était la paye : il y a longtemps que nous en avions tous assez des salaires de misère à l'atelier : 1 500 F pour l'un, 1 700 F pour l'autre et ceci pour 42 H 30 de travail, avec des dizaines d'années d'ancienneté pour la plupart et aucune prime.

Quant au 13e mois, n'en parlons pas !

Aussi vendredi, on se consulte et la grève illimitée est décidée à l'unanimité.

Mais Cappe, en Bretagne, c'est 5 succursales : toutes, dès la paye, se mettent alors en grève en même temps. Quimper et Rennes y étaient déjà. La lutte aura été courte mais efficace : après 48 H de grève, voyant que toutes les succursales étaient bloquées (occupation des locaux, interdiction aux clients d'entrer), après la 2e réunion, la direction a tout lâché, y compris les 2 jours de grève payés.

Au 1er février, les salaires inférieurs à 2 000 F seront augmentés de 4 %, ceux entre 2 et 3 000 F seront augmentés de 3 %, ceux de plus de 3 000 F de 2,5 %.

Aucune déduction ne sera faite pour les journées de grève. La victoire est due au fait que toutes les succursales se sont mises en lutte en même temps, permettant de bloquer la totalité de l'entreprise.

Mais ce rapport de force, il va falloir empêcher que le patron ne tente de le remettre en cause. Alors, gare au patron s'il essaie encore de baisser les salaires ou s'il ne respecte pas les accords. Nous restons extrêmement vigilants !

Corr. Cappe Nantes

SOTRACOMET ET SIMAX : *LA SOLIDARITÉ DE CLASSE EN ACTION !*

Sotracomet, une usine de construction métallique de la région de Metz ; Simax, une usine de clous et d'agrafes de la région de Remiremont dans les Vosges : 200 kilomètres les séparent. Pourtant vendredi 5, une manifestation commune réunissant les travailleurs de ces deux entreprises avait lieu devant la Simax. Les travailleurs de la Sotracomet étaient venus remettre le produit de leurs collectes, soit 8 500 Francs à ceux de la Simax. N'ayant plus trop de problèmes financiers, ils ont néanmoins poursuivis leurs collectes, au profit des travailleurs de la Simax.

SOTRACOMET VIVRA !

Depuis 130 jours, ces travailleurs de la Sotracomet poursuivent leur lutte contre la liquidation de leur entreprise, contre les licenciements. Leur mobilisation est telle que la bourgeoisie n'a pas osé les expulser de l'usine qu'ils occupent depuis le début. Actuellement, une solution de redémarrage serait en vue, financée par plusieurs sociétés, mais la lutte n'en est pas pour autant terminée, le plan de réembauche prévoit 150 emplois d'ici un an alors que c'est plus de 400 travailleurs qui ont été licenciés !

RÉINTÉGRATION D'ANTOINE A LA SIMAX !

Contre l'avis de l'inspection du travail, après une lutte contre le chômage partiel et l'augmentation des cadences, Antoine, délégué CFDT à la Simax était licencié. Depuis quatre mois, la lutte se développe pour sa réintégration malgré l'expulsion de l'usine par les CRS, les pressions de la mairie pour retirer la salle où les travailleurs se réunissaient et les menaces exercées pour qu'ils reprennent le travail. Dans le département des Vosges durement touché par le chômage et les fermetures d'usines, c'est une lutte exemplaire contre les licenciements, pour les libertés démocratiques et qui rencontre un large écho de sympathie.

MAIS POUR CES DEUX LUTTES, QUE FAIT LE P«C»F ?

Vendredi, à la manifestation devant la Simax, une voiture s'arrête ; la vitre est baissée et une main tend un paquet de journeaux : « action, le journal des communistes dans l'entreprise », puis la voiture redémarre. C'était «l'intervention» du P«C»F !

A la Sotracomet comme à la Simax, l'attitude des révisionnistes est la même : refus de soutenir la lutte ou abandon du comité de soutien. Même si dans les deux cas la critique des révisionnistes reste encore faible, les travailleurs se méfient de ces faux communistes et sont décidés à leur demander des comptes. Voilà qui explique bien l'intervention éclair de ces messieurs !

Comme le disait le porte-parole de la Sotracomet : *« soutenir la Simax est un devoir de classe, la lutte pour les libertés démocratiques, c'est l'affaire de tous les travailleurs ».*—Cela préoccupe peu ces gens là, c'est le moins que l'on puisse dire !

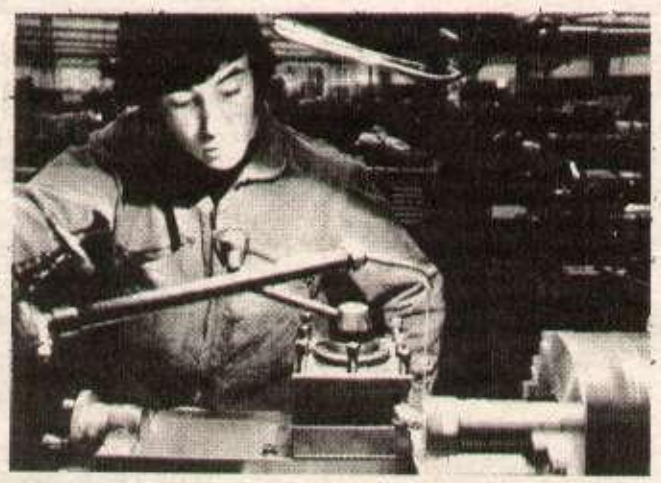
SOTRA VIVRA !
SIMAX VAINCRA !

Marcel MEYER

UN JEUNE DE FOUGÈRES TÉMOIGNE

«Un «pays libre» où on ne peut faire ce qu'on veut, même quand c'est pour apprendre un métier».

«A 14 ans, devenir mécano, pourquoi pas ? Je le voulais, mais l'administration de l'école trouvait que j'étais apte à continuer jusqu'à 16 ans ; j'ai perdu deux ans. C'est long quand on sait ce qu'on veut ; ce qu'on m'apprenait n'était pas en rapport avec la vie des mécaniciens, leur travail ; à 16 ans, un patron m'embauche comme apprenti : le premier mois, j'ai touché 100 F, une aumone. Ensuite, 0,97 F de l'heure. A la fin de la troisième année, c'était la promotion assurée : 5,25 F de l'heure en travaillant neuf à dix heures par jour et en occupant même mon jour de congé ! On ne veut pas remettre en cause mon désir d'apprendre mais on voit très bien comment est considéré un apprenti ; c'était avantageux pour le patron de me payer le minimum : les heures supplémentaires étaient payées en heures normales ! C'est la loi qui est adaptée aux patrons.



Quand j'ai voulu me spécialiser diéseliste, le patron m'a dit «d'accord, tu auras ton lundi pour aller suivre tes cours» ; mais après il n'était plus d'accord : «on a absolument besoin de toi lundi» disait-il. J'ai dû aller le revoir trois fois pour qu'il accepte. Il n'avait pas le droit de me retirer mon congé. J'ai voulu m'arranger avec mon patron pour qu'il change mon jour de congé de façon à ce que je ne perde pas trop d'heures de travail ; il n'a pas voulu. Il ne voulait pas, en fait, que je suive mes cours dans de bonnes conditions. Alors ma mère a écrit à l'inspecteur du travail pour connaître mes droits ; ils ont répondu : «Il a déjà un certificat de fin d'apprentissage, alors la loi n'oblige pas le patron à changer son jour de congé». Ma mère et moi, c'est là qu'on a vu que l'inspection était du côté du patron.

Aujourd'hui par chance, j'ai trouvé du travail comme mécanicien diéséliste mais avec les horaires, je ne peux suivre les cours. Ma qualification, je l'ai eue en travaillant, mais mon salaire est celui d'un ouvrier non qualifié ; il me manque quoi ? Un papier !

Aujourd'hui, les ouvriers de la chaussure refusent les licenciements, ils voudraient qu'on s'unisse pour défendre l'emploi commun, en créer de nouveaux, pour que Fougères vive avec ses travailleurs. Moi je vois qu'on n'est pas libre d'apprendre un métier qualifié, qu'au CET, il y a des jeunes qui apprennent le métier de la chaussure, mais que les usines ferment. Pourtant à la télé, ils parlent de rendre le travail manuel plus intéressant, sûrement que si tous les jeunes ouvriers pouvaient parler de leurs problèmes, ils pourraient y voir clair et lutter sans être divisés comme avant. C'est pour cela que j'écris ce témoignage avec ma mère et le Quotidien du Peuple».

En bref

ÉCHEC À LA RÉPRESSION Simca-Chrysler (Poissy)

Le tribunal de Poissy vient de condamner la direction de l'entreprise Simca-Chrysler à rembourser les amendes sur salaires que celle-ci a infligées aux travailleurs depuis 71. Ces amendes s'élèvent à un milliard et demi d'anciens francs. Ce système d'amendes qui n'est évidemment qu'une partie de l'arsenal répressif utilisé par la direction, montre que la bourgeoisie n'hésite pas, quand il s'agit d'empêcher toute lutte et organisation des travailleurs, à violer sa propre loi. Rappelons que ces amendes étaient infligées aux travailleurs qui osaient se révolter contre la surexploitation chez Simca. Cette condamnation est une première victoire obtenue par les travailleurs et leur section syndicale CGT, victoire importante s'il en est. Il s'agit maintenant d'aller plus loin encore, car on sait que chez Simca, l'arsenal répressif de la direction ne s'arrête pas là. Mais une chose essentielle est que les travailleurs, dans leur lutte pour les libertés démocratiques et contre la répression, ne sauraient se contenter de réclamer l'application de la loi bourgeoise comme le suggère «l'Humanité». Nous devons au contraire lutter pour l'extension de ces libertés. Nous ne saurions nous contenter de la société capitaliste avec un peu plus de «démocratie». La lutte pour les libertés démocratiques et leur extension doit être un moyen pour nous de porter des coups toujours plus grands à la bourgeoisie, dans chaque lutte quotidienne contre l'exploitation.

ZENITH (DOUBS) : UNE REPRESSION QUI NE VEUT PAS DIRE SON NOM

Chez Zenith, fonderie dans le département du Doubs, la direction vient de décider le licenciement d'un délégué syndical...pour soi-disant «fautes professionnelles». En fait, le délégué en question avait, quelques jours auparavant, été accueillir Jussiaux, (responsable CFDT de Besancon emprisonné) à la gare à sa libération. La riposte des travailleurs ne s'est pas fait attendre : ils débrayaient aussitôt et faisaient irruption dans les locaux de la direction de l'entreprise. Ces jours, la riposte doit d'ailleurs s'amplifier jusqu'à ce que la direction recule. Contre la répression anti-syndicale, ripostons pied à pied !

CYCLES PEUGEOT : 300 F POUR TOUS C'EST POSSIBLE !

Depuis quelques jours, les ouvriers de l'usine Peugeot (cycles) à Beaulieu, sont en grève avec occupation pour réclamer 300 F pour tous et la diminution des cadences. Cela faisait trois semaines que les débrayages se succédaient : chez les dépanneurs, puis sur les chaînes. La semaine dernière, ce sont ceux du magasin qui partaient à leur tour. Puis quelques jours après, d'autres travailleurs menacés de chômage technique, arrêtaient aussi le travail. Vendredi à 13 H, à l'usine de Beaulieu, les portes étaient bloquées, la direction et les cadres faisant appel alors à un huissier et demandant un jugement d'expulsion en référé. Des premières négociations n'ont rien donné. La direction menace alors les travailleurs des automobiles Peugeot de chômage technique. (L'usine de cycles fournissant des pièces pour les 504 et 604). Mais cette manoeuvre risque bien de se retourner contre elle. Lutte jusqu'à la satisfaction des revendications !

630 000 factures EDF impayées dans la région parisienne, 150 coupures de courant par jour

Conséquence du chômage et de la crise, près de 465 000 familles populaires des départements ceinturant Paris ont été privées de gaz et d'électricité. A l'EDF, la direction justifie cette mesure en disant : «qu'elle refuse de voir s'accumuler un déficit qui ferait taxer l'EDF d'incapacité». La «saine» gestion de l'EDF empêche les chômeurs et les personnes âgées de pouvoir s'éclairer, se faire la cuisine et dans certains cas, se chauffer. Les travailleurs de l'EDF sauront s'opposer avec les familles populaires des quartiers à ce scandale !

Non à la politique de crise !

Tous unis contre le chômage et les coupures de gaz et d'électricité !

LUTTES

FONCTION PUBLIQUE

LES CONTRATS NE PAIENT PAS, SEUL LE COMBAT PAIERA !

Grève générale de la Fonction Publique aujourd'hui. Cela veut dire bien sûr de nombreux guichets fermés dans les préfectures, les perceptions, les postes ; peu de trains (50% du trafic «dans le meilleur des cas») ; dans de nombreux hôpitaux, seuls les urgences seront assurées... et même, la majorité des écoles seront fermées ou réduites à une garderie ! La Fédération de l'Education Nationale s'est, en effet, décidée à appeler à la grève, de même que FO... Mais seules CGT et CFDT défilent ce mardi, à 10h., de Bastille au Palais-Royal. Beaucoup, dans ces conditions, s'interrogent : que signifie cette soudaine «convergence» de mots d'ordre ? Où va-t-on ainsi, dans la Fonction Publique, alors que le pouvoir s'en prend sauvagement aux paysans et tente de museler les luttes ouvrières ?

L'ampleur des débrayages semble devoir être supérieure dans bien des cas aux précédentes journées d'actions syndicales CGT-CFDT : c'est notamment ce qui se dessinait hier à la SNCF (où l'UPR - CFDT et le Secteur Fédéral CGT d'Alsace ont porté le mot d'ordre à 48h., ce que d'autres Unions Régionales s'apprêtent à le faire d'ici jeudi), la grève s'est étendue à la Sécurité Sociale, dans certains hôpitaux de la Région Parisienne, les consultations externes ont été supprimées aujourd'hui... A quoi cela tient-il ?

SI FO S'Y MET...

Ce n'est pas FO qui modifie les données mais bien plutôt la signification que beaucoup de travailleurs donne à sa «présence» dans la grève : au tri PTT du PLM, à Paris Gare de Lyon, plusieurs postiers, ambulants ou sédentaires «du bitume» soulignaient que *«si même FO s'y met, alors, c'est que ça va vraiment très mal et que les accords salariaux c'est un désastre cette année, pire que d'habitude»*. En somme, c'est la confirmation, pour ceux qui s'interrogeaient encore, du caractère inadmissible des propositions salariales gouvernementales...

Où irait-on, avec pour toute pature : 3,6% d'augmentations de salaires dans l'année, pas de rattrapage sur 75 et 5F de relèvement de la prime mensuelle des auxiliaires aux PTT. En fait, avec pour un préposé ou un agent des lignes : 21F par mois d'augmentations en dernière zone de province et 29F à Paris, au bout du compte !

Cette aumone méprisante pour les travailleurs de la Fonction Publique (qui revient à vouer leurs salaires à un incroyable laminage dans l'année 76) les habituels signataires de complaisance, ont bien compris que les petits fonctionnaires, les postiers, les cheminots... ne le tolereraient pas !

Ce qui était en jeu, c'est carrément la politique contractuelle en vigueur. Les miettes que FO, la FEN, et la CFTC s'efforçaient jusqu'alors de gaspiller (pour justifier un tant soit peu leur présence au ratelier gouvernemental) s'amoindrissaient au point d'être imperceptibles aux yeux des travailleurs. Au point que FO parle de *«coup de semonce»*, pour *«redonner aux négociations salariales une meilleure chance de déboucher»*... sur un tout petit peu plus que la totale indigence actuelle ! Révélés ainsi pour ce qu'ils sont les *«accords-bidons»* sont bien la cible de cette journée...

MAIS DE QUELLE LUTTE S'AGIT-IL ?

Faut-il, tout en claironnant contre FO, réclamer de «bons» contrats ? C'est à ça que revient en fait, hypocritement, la position du PCF, exprimé tant dans l'Huma qu'à travers les directions CGT qu'ils dominent. A Paris-Chèques, de nombreux travailleurs l'ont compris et ont rendu houleuse l'Assemblée de vendredi dernier, préparant la grève : *«avancer la grève d'un jour, c'est regonfler FO et se placer sur leur terrain, celui de la politique des contrats salariaux !»*. *«Que FO et la FEN rejoignent les travailleurs en lutte, d'accord ; mais pas l'inverse !»*... L'impression, tant au PLM qu'aux Chèques, était nette hier que *«ce genre de mouvement ne fera pas céder le gouvernement»*. Et c'est sûr que *«6 grèves de 24h. en 6 mois, pour rien, ça suffit pour s'en rendre compte !»*. mais beaucoup quand même débrayeront, d'abord *«pour ne pas passer pour un jaune»*, et aussi *«parce que c'est juste de se battre pour nos 2000F et les 300F tout de suite»*....

Mais ce qui progresse chez les postiers, un peu comme une leçon de la grève de l'an dernier, c'est l'idée que les luttes dans la Fonction Publique doivent se coordonner avec les ouvriers : *«si Renault partait maintenant, il y en aurait plus qui suivraient»*.

Déjà la présence de la FEN apparait comme un élément important, parce qu'elle s'engage rarement dans l'action interprofessionnelle et que par le nombre des «fonctionnaires» que cela concerne, *«ça augmente quand même la protestation ; parce que, dans le secteur public, on ne peut pas gagner tout seul sur les salaires...»*.

CE QU'ON NE PEUT PAS OUBLIER....

Au delà des salaires, la mobilisation s'appuie - tout au moins aux postes - sur plusieurs éléments convergents d'un «ras le bol» qui progresse : les postiers n'oublient pas que la répression menace le développement de leurs revendications et celles de tous les travailleurs. *«Le coup de Narbonne, beaucoup de gars l'ont pris en pleine figure». «Travailler au pays, c'est aussi le problème de beaucoup. Les auxiliaires, les titulaires de provinces bloqués à Paris, les gars du Midi qui travaillent dans l'Est, etc... il y en a ! Et pour ceux là, être solidaire des viticulteurs, c'est aussi exiger la mutation, le droit à l'emploi là-bas au pays !»*. C'est ce que disaient des gars du tri à Austerlitz comme au PLM. Empêcher le démantèlement des centres de tri parisiens, pour les postiers, demander l'embauche pour toute la Fonction Publique : c'est ce qui risquerait encore une fois de passer sous la table aujourd'hui...

Si cette journée ne servait qu'à «améliorer», en fin de compte, ces fameux contrats qui pourtant *«ne paient pas»* comme le scanderont sans doute des milliers de manifestants aujourd'hui...

Stéphane RAYNAL

CGT
RASSEMBLEMENT DES FEMMES TRAVAILLEUSES

A l'occasion de la journée internationale des femmes, l'Union des syndicats CGT de Paris organise un Rassemblement de Femmes salariées, de 11 H à 15 H à Trinité. Un rassemblement préparé de longue date, un rassemblement revendicatif qui doit être *«un temps fort dans l'action des femmes dans les entreprises»* où G. Séguy viendra prendre la parole.

Or que se passe-t-il ?

UNE MANOEUVRE DE DIVISION !

Au même moment que se déroulera ce rassemblement, les syndicats parisiens appellent à la journée d'action du secteur public et à une manifestation à 10 H à la Bastille. En effet, pour ne pas contrarier F.O., la CGT a changé la date de cette journée d'action (qui était initialement prévue le 10 mars).

Les travailleurs voient ainsi comment la direction de la CGT prend en main leurs intérêts, et comment elle veut diviser leurs actions. Vont-elles choisir d'aller à la manifestation ou au rassemblement, ou, écœurées, vont-elles rester chez elles ?

Et d'ailleurs qu'attendre de plus de ce type de rassemblement ? Il s'agit pour la CGT de dénoncer une fois de plus à la sauce Programme Commun, la politique d'austérité du pouvoir et du patronnat, de faire témoigner des femmes mécontentes de la politique anti-sociale du gouvernement.

DU RACCOLAGE OU UN REEL RENFORCEMENT DE LA CGT CHEZ LES TRAVAILLEUSES ?

Pour une CGT plus forte, on n'hésite pas à faire venir F. Soleville, Françoise Arnoult, Lény Escudéro et autres...Est-ce ainsi ou en discutant du bilan des luttes des femmes travailleuses, de leur participation à l'action de toute la classe ouvrière qu'on mobilisera et renforcera la CGT ?

Or, quelles sont les propositions que font les révisionnistes de la CGT aux femmes ? Que nous prépare-t-on pour la Conférence Nationale le mois prochain ?

DES PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT DE LA CONDITION FEMININE

Il y a deux axes de propagande *«une meilleure qualité de la vie et la revalorisation du travail féminin»*.

La promotion des femmes est un des chevaux de bataille de la CGT. Elle déplore que «la rapidité, la dextérité, la résistance à la monotonie, la résistance nerveuse, le cerveau des femmes» (sic) ne soient pas utilisés comme ils le méritent. Aussi, se propose-t-elle d'aménager les conditions de travail. Au lieu de supprimer le mal, on essaie de trouver une solution pour le rendre moins pénible ! Par exemple, à la Sescosem où les ouvrières qui travaillent avec des appareils de précision qui leur abîment les yeux, la CGT réclame...des lunettes payées par le patron !

La CGT vante le travail libérateur de la femme, le travail qui leur ouvre de nouveaux horizons *«l'accès à la culture, le développement de ses facultés intellectuelles, l'enrichissement de ses connaissances, l'épanouissement de sa personnalité...»*

ANTOINETTE : ELLE + LE PROGRAMME COMMUN

Mais on peut se faire une idée de ces *«nouveaux horizons»* que leur fait miroiter la CGT dans le cadre capitaliste, en feuilletant le mensuel des femmes CGT, *Antoinette*. Visiblement, il s'agit de confiner les femmes dans leur rôle comme le voudrait la bourgeoisie.

Des recettes de cuisine, des idées de cadeaux, des modèles de tricots, des rubriques de mode (où les prix *«compétitifs»* montrent bien qu'on ne s'adresse pas aux femmes du peuple !). Où passer ses vacances, à Djerba ou sur la côte d'Azur ? Comment avoir de belles jambes, ou comment bronzer. *Antoinette* c'est bien un journal bourgeois comme les autres...

On voit à qui s'adresse la CGT et dans quelles couches de femmes elle veut recruter !

LES FEMMES TRAVAILLEUSES ONT BESOIN D'UN SYNDICAT DE LUTTE DE CLASSE !

A Fougères, et partout dans toutes les luttes, elles sont aux côtés de leurs compagnons, elles participent à la bataille contre la bourgeoisie et prennent leur place dans la vie politique. Elles s'organisent pour vaincre les divisions, comme à Lip ou à nouveau la lutte s'organise «au féminin»...

Massivement touchées par la crise (chômage, répression Vet France, Paris Rhône, AGP...) elles mettent en échec les pressions et les manœuvres de division de la bourgeoisie, et s'affirmant de plus en plus dans les luttes, elles veulent prendre toute leur place dans le syndicat, mais pas pour renforcer le soutien au Programme Commun.

Sylvie ROUQUIER

A SUPERPRECIS, C'EST LA SUPER-EXPLOITATION

Dans cette petite usine de décolletage, on en est à la 3ème faillite, les 14 travailleurs n'ont pas reçu de paye depuis le mois de décembre ! Ils n'ont droit qu'à de petits acomptes s'ils continuent à travailleur normalement bien entendu ! En cherchant un peu, on apprend d'autres petites broutilles : le patron n'a pas payé non plus d'URSSAF et jamais une prime de vacances ou d'ancienneté n'a été versée ici, y compris en ce qui concerne une ouvrière qui travaille depuis 27ans ! Alors, la semaine dernière, les 14 travailleurs en ont eu assez, ils ont arrêté le travail et sont allés trouver le syndicat CFDT.

SORETEX (ANGERS) HALTE A LA RÉPRESSION !

On se souvient qu'en novembre 75, les travailleurs de l'usine SORETEX, à Angers, rentraient en lutte, en occupant notamment au cours de celle-ci, les locaux de la direction, et en séquestrant le directeur et plusieurs cadres.

Plusieurs syndicalistes avaient alors été condamnés. La cour d'appel d'Angers vient d'aggraver les peines de deux militants qui avaient été déjà condamnés pour «séquestration de cadres». Pour l'un, c'est une peine de deux mois de prison avec sursis au lieu d'un, pour le second, 45 jours au lieu d'un mois ! Les peines de 4 autres syndicalistes ont été confirmées. Nous ne devons pas laisser faire la bourgeoisie ! Nous devons riposter immédiatement !

POLITIQUE

LETTRE OUVERTE A EDMOND MAIRE ET A LA COMMISSION EXECUTIVE DE LA CFDT

DU COMITÉ CENTRAL DU P.C.R.(M-L)

A propos de quelques faits inquiétants

Depuis novembre 1975, dans de nombreuses localités, des faits graves et inquiétants se sont produits au sein de la CFDT. Ils remettent en cause, à terme, la possibilité même d'une vie démocratique de la Confédération. Les camarades de notre Parti, militants à la CFDT, ont été tout particulièrement visés par ces pratiques anti démocratiques...

Nous n'en donnerons ici, pour être bref, que quelques exemples significatifs. Nous tenons à votre disposition une liste détaillée et beaucoup plus longue de ce genre de faits.

A l'usine SMN de Caen, un responsable du Bureau Syndical déclare à trois de nos camarades, 'représentant jusqu'alors dans le Syndicat, les secteurs parmi les plus combatifs de l'entreprise : «On a oublié de te mettre sur la liste du Conseil Syndical». Cependant, des responsables de la section utilisent leurs heures pour faire le tour des services et demander de rayer de la liste les noms de nos camarades. Les mêmes «oublieront» encore de fournir en bulletins de vote, précisément le secteur où nos camarades se sont acquis la confiance des travailleurs par leur activité syndicale et politique.

A Paris, l'Union Départementale de la Seine a décidé de soumettre à une censure préalable tous les tracts, toutes les affiches des Unions Locales Parisiennes. Ce qui revient à les placer sous tutelle.

A Nancy, le Bureau de Syndicat Santé a chassé une camarade qui en faisait partie et qui avait joué un rôle actif lors de la grève dans les hôpitaux de 1975. Motif : cette camarade serait «anti-syndicale», étant donné que l'organisation locale de notre Parti, dont elle est membre, avait exprimé publiquement des critiques sur certains aspects de l'activité de la Confédération.

A Orléans, des responsables de l'Union de Secteur font rayer des listes du Conseil 10 membres (dont plusieurs de nos camarades), délégués de St Gobain, Quelle, Orlane, des Educateurs, du BRGM... bref, des entreprises qui avaient mené des luttes exemplaires...

Démocratie pour qui ?

Au lendemain de mai 1968, la CFDT semblait ouvrir à ses militants la possibilité de définir, avec les travailleurs, les revendications, d'engager des formes de luttes renouvelées, de développer leur initiative dans tous les domaines. Les acquis de ce syndicalisme de lutte de classe s'appellent encore pour les travailleurs, le Joint Français, Cerisay, Lip...

Les Congrès récents de la CFDT et les déclarations confédérales officielles proclament : «le respect des opinions philosophiques et religieuses» et donnent «à tous les travailleurs leur place dans la CFDT». Ils n'interdisent nullement aux syndicalistes de mener par ailleurs, une activité politique.

Mais ces pratiques, que nous dénonçons, sous couvert des principes de «l'indépendance syndicale» visent, en fait, à réprimer par tous les moyens, l'expression du point de vue marxiste-léniniste, et à exclure des responsabilités syndicales, du syndicat lui-même, par des manœuvres sournoises, les communistes révolutionnaires. Un texte préparatoire au Congrès Régional de Lorraine a formulé, cyniquement la motivation politique profonde de ces pratiques : «On ne peut à la fois adhérer à la CFDT et en même temps propager des écrits tels que les tracts édités par le PCR (ml)». On ne peut être plus clair dans le refus de la démocratie syndicale et dans l'anticommunisme. Si une telle attitude parvenait à s'imposer, la Confédération n'aurait plus de démocratique que le nom.

Qui a peur de la démocratie syndicale ?

Si le syndicat est effectivement l'instrument large d'organisation que se donnent les travailleurs, pour lutter contre l'exploitation capitaliste, pour défendre leurs intérêts de classe à court et à long terme, il ne peut qu'être le lieu d'une bataille d'idées constantes sur les revendications à avancer, sur les luttes à mener, les intiatives à prendre, et, y compris, les positions politiques à définir.

C'est la masse des syndiqués et, dans les luttes, la masse des travailleurs qui, en définitive, sont à même de reconnaitre les orientations qui répondent à leurs intérêts et à leurs aspirations de classe.

Ceux qui cherchent à exclure du mouvement syndical les communistes, à interdire l'expression de leurs positions, que craignent-ils ? Ils redoutent que les travailleurs sur la base de leur propre expérience, adhèrent de plus en plus fermement au projet révolutionnaire et transforment, en ce sens, leur activité syndicale.

social-démocratie. De très nombreux cédétistes ont alors dénoncé cette tentative et s'y sont opposés.

Après ce demi échec, la social-démocratie n'a pas, pour autant, renoncé à son projet. La Confédération ne se trouve-t-elle pas, depuis, toujours plus étroitement soumise aux pressions des partis de gauche? D'une part, le PS cherche, dans sa concurrence avec le P«C»F, à rattrapper un handicap majeur, à s'assurer un point d'appui qui lui fait défaut dans le mouvement ouvrier et syndical en tentant de coloniser la CFDT.

D'autre part, le P«C»F réplique en monnayant sans cesse l'unité d'action de la CGT, avec la CFDT, contre des gages de soumission de la Confédération aux objectifs du Programme Commun. A l'intérieur même de la CFDT, ce que l'on a appelé «la 4e composante des Assises», membres ou peu s'en faut de la tendance CERES du PS, servent de relais, aujourd'hui, aux pressions du P«C»F, et essaient d'engager la Confédération à la remorque du Programme Commun. Ces forces rivalisent entre elles, pour s'assurer, par tous les moyens, le contrôle de la CFDT. Ce faisant, elles transplantent dans le syndicat, les querelles de l'Union de la Gauche et s'y entredéchirent. Mais en même temps, elle se coalisent pour étouffer, interdire tout ce qui représente une position de classe conséquente, une orientation révolutionnaire opposée à leurs projets réformistes, et au premier chef, contre notre Parti.

On a bien vu cette convergence, lors des attaques sans précédent de Chirac contre la CFDT et le mouvement syndical, sous prétexte de démoralisation de l'armée : le P«C»F et la CGT ont exercé un chantage à l'isolement pour que la CFDT «fasse le ménage» chez elle et se débarrasse de ses militants révolutionnaires. Dans le même temps, à l'intérieur même de la Confédération, les sociaux-démocrates organisaient une véritable campagne contre les syndicalistes révolutionnaires, prétendant qu'ils étaient responsables de la répression contre la CFDT !

une «fiche» que «négligeant l'organisation syndicale en elle-même, l'utilisant à leur profit pour entrer en contact avec les travailleurs» les militants du PCR (ml) s'en serviraient «en quelque sorte comme paravent».

Qui peut prétendre que nous «négligeons l'organisation syndicale»? Nous sommes des communistes. Nous menons la lutte de classe, ouvertement, en tant que communistes, avec tous ceux qui fondent leur action sur les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Renforcer l'organisation syndicale des travailleurs, sa capacité à mener jusqu'au bout le combat de classe, est une des tâches importantes que se fixe notre Parti.

La gravité des calomnies ainsi colportées contre nous, la multiplication des attaques sournoises contre nos camarades militants dans la CFDT, parce qu'elles sont inspirées et encouragées au plus haut niveau, exigent des explications. C'est pourquoi, nous vous demandons une entrevue.

Où va la CFDT ? Va-t-elle se transformer en un appendice de la social démocratie, en un simple enjeu des rivalités entre partis de gauche et, pour cela, liquider les acquis de la dernière période, vider de tout contenu la démocratie syndicale en réprimant les communistes ? Ces questions pèsent lourd. Elles intéressent au plus haut point les travailleurs, la masse des militants qui veulent faire de leurs syndicats une arme puissante, unie de lutte de classe, pour affronter les grands combats qui se préparent.

Faut-il être partisan de l'Union de la Gauche pour militer à la CFDT ?

Regardons les choses en face : qui a intérêt à étouffer de la sorte, dans la CFDT, les positions révolutionnaires ?

En 1974, un certain nombre de responsables importants de la CFDT se sont engagés publiquement dans l'appel pour un «parti socialiste ouvrier de masse» et dans l'opération des «Assises pour le socialisme», lancée par le PS principalement avec d'autres groupements sociaux-démocrates ou trotskisants. C'était, qu'on le veuille ou non, une vaste manœuvre, à peine déguisée, pour tenter d'assujettir la Confédération à la

Les travailleurs attendent de vous des explications

«Nouvelles CFDT» du 27 novembre 1975 (publication de la Commission exécutive destinée aux responsables) déclare dans

Une panne chez notre imprimeur a compromis hier, la sortie du Quotidien du Peuple en province. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

Nous publions aujourd'hui dans notre édition de province plusieurs articles importants de lundi.

LA REDACTION

ETUDIANTS

CONTRE L'UNIVERSITE DE CRISE, GAGNER LE SOUTIEN DES TRAVAILLEURS

Quelles perspectives pour le mouvement ?

La coordination du 6 mars où étaient représentées plus de 25 villes où des facs étaient en grève, montre l'extension du mouvement, montre qu'il peut s'étendre jusqu'à Pâques et au-dela si c'est nécessaire. L'extension sera marquée par une grève générale le 9 et 10 mars et une centralisation nationale qui se tiendra le 17 et 18 mars.

La coordination a bien mis en évidence à la fois les questions à résoudre pour l'approfondissement du mouvement et les obstacles.

- La première bataille à mener c'est bien celle de la prise en charge de la lutte par tous, de la démocratie ; largement contestés sur le terrain, les vieux fossoyeurs trotskistes et UNEF ont tenté une manipulation grossière des mandats au niveau de la coordination. Ils portent la responsabilité de l'échec de la coordination et devront en répondre au niveau des AG cette semaine.

La deuxième bataille, qui ne peut véritablement s'engager que si les manipulateurs sont rejetés largement, c'est celle de l'approfondissement du mouvement. Un camarade de Grenoble nous écrit : «Au lieu de la fuite en avant, il faut approfondir notre mouvement. Tout le monde pense à 68 et personne ne veut aboutir à la même coupure étudiants-travailleurs».

- Démocratie dans la lutte et liaison avec les travailleurs, telles sont bien les deux conditions d'un recul de la bourgeoisie, telles sont bien les questions qui se posent dans le mouvement.

Dans cette page nous faisons le point sur la nature de la réforme et son enjeu, les échos que nous font parvenir nos camarades d'Orléans et Grenoble montrent comment se dessinent les premières initiatives concrètes en direction des travailleurs.

Qu'est-ce que la réforme du 2° cycle

UNE STRICTE ADAPTATION AUX BESOINS CAPITALISTES IMMÉDIATS

Le système d'habilitation n'autorise une fac à dispenser un enseignement que pendant 5 ans et s'il correspond à des possibilités d'emploi dans le secteur d'activité de la formation proposée (articles 3 et 5). Ceci revient à généraliser le numérus clausus : le nombre d'étudiants de ces formations seront strictement fonction du nombre de débouchés offerts par le patronat local ou national.

L'emploi n'est donc pas garanti : que deviendra le diplômé, quand, licencié de son entreprise ou de son administration, il cherchera du travail avec une licence ou une maîtrise qui aura officiellement disparue du marché quelques années auparavant ?

Qui propose les demandes d'habilitation pour les formations ? Des Groupes d'Etudes Techniques (GET) constitués par référence aux principaux secteurs d'activité économique, sociale et culturel, composés d'un tiers au moins de représentants de ces activités (articles 2, 3 et 4). C'est le contrôle direct et permanent du patronat sur la formation et les débouchés.

La mise en place d'examens complémentaires en cas de changement de faculté ou de section : c'est la *suppression du diplôme national,* la mise en place des universités concurrentielles des *facs d'élite* et des *facs pour la masse.* Cela signifie aussi que la qualification et l'avenir des étudiants va dépendre des branches d'activités existants régionalement.

Le système de financement des universités mis en place au début de l'année est un levier puissant pour contraindre les universités à se soumettre au patronat : il favorise les facultés qui créent des filières répondant aux besoins économiques de leur région et incitent à ce que des contrats soient mis en place avec les entreprises locales.

UNE SÉVÈRE SÉLECTION IDÉOLOGIQUE POUR FORMER DES CADRES PLUS DOCILES ET PLUS RÉPRESSIFS

On connait déjà le DEUG : 2 années de bachotage et de contrôle policier, l'abrutissement dans des matières souvent inintéressantes car coupées de toute recherche vivante, de tout rapport avec la réalité sociale. On connaitra la même chose avec ces nouvelles licences et maîtrises :

- Les GET précisent les contenus, horaires, modalités des enseignements, les critères de contrôle. Les représentants patronaux sont les grands maîtres dans la conception et la mise en œuvre des formations (article 3).
- Par l'enseignement en alternance «des stages sont effectués dans le secteur d'activité auquel donne accès le diplôme. Ces stages comptent pour l'obtention du diplôme. Il faudra que l'étudiant fasse preuve de bonnes dispositions aux critères d'efficacité capitaliste, de sa capacité à «bien» encadrer les travailleurs.

LIQUIDATION DU DÉBOUCHÉ DE L'ENSEIGNEMENT

Il faut mettre en parallèle avec la réforme du 2ème cycle, le projet des *Centres de formation des maîtres* qui consacre la liquidation de ce débouché traditionnel qu'est l'enseignement. Lorsqu'on sait que le nombre de postes au CAPES-AGREG ne cesse de diminuer, on voit ce que cela donnera. Les CFM seront mis en place dans certaines universités seulement sous condition d'être habilitées par le Secrétariat d'Etat, cette habilitation pourra être retirée à tout moment et il est évident que les critères d'habilitation seront fonction, de la «bonne tenue» des universités en question.

A QUOI ABOUTIT LA RÉFORME

- des facs à l'américaine : concurrentielles, des facs d'élite et des facs pour la masse.
- des filières cloisonnées, sans possibilité de changer.
- le ghetto coupé de la vie du peuple, de ses luttes où toute recherche qui ne répond pas à un profit immédiat est refusé,

QUEL AVENIR POUR LES ÉTUDIANTS ?

- Garde chiourme au service de l'exploitation et de l'oppression, testé tout au long de la scolarité et par les stages en entreprises.
- Avec la disparition du diplôme national : la déqualification, le chômage, le recyclage.

Pour la bourgeoisie une réforme urgente

On le voit l'université de demain n'aura plus rien à voir avec l'Alma Mater humaniste de papa. Voilà sans doute la réforme la plus profonde que l'université aie jamais connue.

On ne peut comprendre le sens de la réforme sans la rapporter à la situation d'ensemble de la crise.

Parce qu'elle voit ses super-profits constamment rognés par les luttes du Tiers Monde la bourgeoisie française dispose d'une latitude de plus en plus réduite pour corrompre les couches destinées à l'aider dans son exploitation. Il en va ainsi pour la jeunesse intellectuelle.

Soisson l'avait dit aux premiers moments de sa réforme : il faut «en finir avec les étudiants mal orientés et je dirais même mal formés». Il faut en finir avec ces étudiants tirant leurs années sans débouché immédiatement rentable, il faut aussi remettre de l'ordre dans les têtes. Il faut de bons cadres, dociles et répressifs.

L'ensemble des mesures prises cette année concourent à la mise en place d'une université de crise.

- La politique dite de «vérité des prix» qui s'est soldée par une hausse de 30 % des loyers des cités universitaires et l'augmentation des repas de Restaurants Universitaires.

De plus en soumettant la formation au contrôle patronal, la bourgeoisie fait coup double :

- En fixant comme critère de choix d'une formation, sa correspondance dans un besoin immédiat de l'économie, l'ajustement des enseignements aux débouchés sera quasi-automatique.
- elle s'assure un contrôle idéologique à tous les niveaux.

Le caractère d'urgence de la réforme est particulièrement évident lorsqu'on sait qu'elle est accompagnée de mesures répressives importantes comme la levée des franchises universitaires et l'augmentation du nombre des vigiles notamment dans les facs parisiennes : il s'agit de supprimer toute riposte conséquente par l'interdiction de l'expression politique.

Cette réforme n'est donc pas une réforme comme les autres, elle cherche à répondre à une situation de crise profonde de l'impérialisme français. Le but poursuivi est clair : reforcer le ghetto universitaire, renforcer la sélection idéologique, afin d'empêcher toute alliance possible des étudiants avec les luttes populaires, aujourd'hui et demain lorsqu'ils seront cadres.

BRISER LE GHETTO à Grenoble

Après 3 semaines de grève pour les premières universités : après une semaine de grève générale de tout le campus : sciences, langues, lettres, sciences sociales, après la grande manifestation de mercredi qui rassemblait 6 à 8 000 étudiants, les luttes contre la réforme du 2° cycle et contre la main-mise du patronat sur les universités commencent à être connues et à prendre de l'ampleur.

En Sciences, le bâtiment administratif est occupé, l'imprimerie est mise au service du mouvement. Le personnel a dans une motion, affirmé son soutien aux étudiants et acceptent de leur fournir une aide matériel. L'occupation a permis de révéler certains documents confidentiels sur l'emploi de flics privés sur le campus par exemple, ou bien une prévision jusqu'à 1981 du flux des entrées et des diplômes qui seraient accordés en Sciences : par exemple, en 76-77, il est prévu 195 entrées et de donner en 77-78, 100 diplômes ; en maîtrise 126 entrées et l'année suivante 51 diplômes. Tout cela instaurant un véritable numérus clausus dans les universités.

En Sciences Sociales, la grève se poursuit, depuis 3 semaines pour certains secteurs. Cette semaine, jusqu'à vendredi les bâtiments administratifs ont été occupés, ce qui a permis de découvrir un projet d'habilitation dans le sens de la réforme, déjà très avancé.

Dans l'université de Langues et de Lettres, après une semaine de grève, les étudiants ont reçu une motion de soutien des enseignants du SGEN et du SNES-SUP qui sont en grève depuis le 10. Vendredi à la demande de l'AG des étudiants, le conseil d'université a pris position contre la réforme, contre l'envoi des dossiers et lancera un appel dans ce sens à tous les conseils d'universités de France. Dans ces facultés, la lutte contre la circulaire Quermonne, du 25 février, sur les modalités d'application de la réforme du second cycle.

Cette circulaire permet notamment l'entrée du patronat dans la conception et dans la mise en œuvre des diplômes. Elle précise que les universités doivent tenir compte, «de l'avis des milieux professionnels sur l'adoption de la formation envisagée aux contraintes du marché de l'emploi».

Quand on sait qu'il y a 1,5 million de chômeurs, on se rend compte qu'il s'agit en plus de l'instauration d'un numérus clausus en Lettre et Langues mais aussi d'un démantèlement.

Les IUT ont choisi de cesser leur grève après 3 semaines, de transformer le comité de grève en comité de lutte, bien décidés à continuer l'action.

La question décisive pourtant c'est la volonté des étudiants de ne pas viser seulement à l'extension du mouvement , construire un mouvement qui se couperait du reste des luttes au lieu de rechercher son approfondissement. Et dans ce sens, les étudiants de DEUG ont créé une commission d'enquête pour dénoncer, preuve à l'appui, les effets de la main-mise du patronat déjà très avancée dans cette nouvelle filière, et d'autre part, supprimer de pair, il a été décidé de tout faire pour briser le ghetto universitaire.

Corresp.

à Orléans

Depuis mercredi, la grève est totale sur le campus d'Orléans.

Dès le début de la grève, il s'était mis en place des comités de grève (1 par amphi, ou par section) avec une coordination pour toute l'université tous les jours.

Le travail de cette semaine a été d'amener l'inter-syndicale des profs (SGEN, SNES-UP) sur nos positions de refus d'envoi des demandes d'habilitation, occupation des conseils d'UER, AG communes, qui sont pourtant déjà prêtes en sciences. Devant la mobilisation des étudiants, l'inter-syndicale, a même accepté de manifester avec nous mercredi en ville.

Le problème reste d'imposer une réelle participation de tous les étudiants au mouvement. Pour cela, il est nécessaire que les débats en AG ne tournent pas aux querelles de secte, que l'on propose des perspectives concrètes. Pour cela une commission-animation est en train de se mettre en place.

Déjà, certains étudiants se sont regroupés autour d'un projet de film, qui ne doit pas être un souvenir, mais une arme pour populariser, pour expliquer.

D'autre part, la question de la liaison avec le quartier, avec les travailleurs reste posée, même si elle est difficile à résoudre.

Nous signalons pour mercredi, le point sur la lutte à Orléans.

INTERNATIONAL

Après la proclamation de la République Arabe Sahraouie Démocratique

LES PROVOCATIONS D'HASSAN II

Dimanche, en fin d'après midi, Hassan II annonçait officiellement la rupture unilatérale des relations diplomatiques entre son royaume et la République Démocratique et Populaire d'Algérie. Quelques heures plus tard, la Mauritanie imitait ce geste provocateur. Depuis décembre dernier, l'ambassadeur d'Algérie à Rabat et du Maroc à Alger avaient regagné leurs capitales respectives.

L'origine de la décision d'Hassan II a été l'annonce faite par Alger, samedi dans la soirée, de la reconnaissance officielle de la République Arabe Sahraouie Démocratique. Alger précisait qu'il comptait apporter au nouvel Etat *«le soutien politique, moral et matériel nécessaire à la réalisation des aspirations du peuple sahraoui»*, cette position *«restera inchangée tant que le peuple du Sahara Occidental n'aura pas exercé librement et sans pression extérieure son droit imprescriptible à l'autodétermination»*.

HASSAN II CONTRE LE PEUPLE SAHRAOUI

Hassan II, lors de la réunion du Conseil des Ministres de l'Organisation de l'Unité Africaine à Addis-Abéba qui devait décider de l'admission du Front Polisario dans les rangs de l'organisation, avait annoncé qu'il romprait les relations diplomatiques avec tout Etat qui reconnaitrait le Front Polisario ou la République Arabe Démocratique Sahraouie.

N'ayant pas de relations diplomatiques avec le Burundi et Madagascar, qui avaient été les premiers à reconnaitre la nouvelle République, Hassan II n'avait pu, jusqu'alors, mettre sa menace à exécution.

Hassan II croit pouvoir expliquer la rupture des relations diplomatiques par le fait que le Maroc *«ne peut continuer à entretenir des relations normales avec un Etat qui attente en fait à l'unité nationale du Maroc et à son intégrité territoriale»*. En d'autres termes, pour Hassan II, le Sahara Occidental est partie intégrante du territoire sur lequel il exerce sa dictature. Prétention ridicule, si elle ne s'accompagnait pas, dans le même temps, d'une odieuse tentative de génocide du peuple sahraoui. Car c'est à une véritable guerre de conquête qu'Hassan II est obligé de se livrer aujourd'hui, face à une peuple déterminé à lutter jusqu'à la victoire pour son indépendance et sa liberté. Quoi qu'en dise Hassan II, il a, face à lui, le Front Polisario, mouvement de libération national reconnu majoritairement comme tel par le «Comité de Libération» de l'OUA, lorsque ce dernier, du 19 au 24 janvier dernier, s'était réuni à Maputo, capitale du Mozambique.

VERS UNE DEFAITE INELUCTABLE

Hassan II essaie de tout faire pour briser la volonté d'indépendance du peuple sahraoui : ainsi, le Front Polisario révèle que les 18 et 20 février derniers, il a ordonné à son aviation militaire de bombarder les camps civils d'Oum Driega, au sud-ouest de Guelta Zemmour, où 25.000 femmes et enfants sahraouis s'étaient repliés. Bilan tragique : 41 morts, 378 blessés et 401 disparus.

Et Hassan II sait qu'il peut compter sur les pays occidentaux complices, lorsqu'il sème la mort au Sahara. La France, d'abord où toute manifestation de soutien à la lutte du Front Polisario, est systématiquement interdite, mais aussi la République Fédérale d'Allemagne, soucieuse des investissements de la firme Krupp dans les mines de Bou Craa. Sans compter le soutien militaire et financier qu'il reçoit de Paris et Washington.

Pourtant, jusqu'à aujourd'hui, malgré le formidable déploiement de sa force, Hassan II n'a pas réussi à vaincre le Front Polisario. La rupture des relations avec Alger apparait donc bien pour ce qu'elle est : une nouvelle étape dans la voie meurtrière et sans issue qu'Hassan II a délibérement choisie. Et lorsque Vo Nguyen Giap, de passage à Alger a tenu à apporter au peuple sahraoui le soutien du peule vietnamien, il entendait par là, souligner que les troupes marocaines au Sahara connaitraient le même sort que les troupes US au Vietnam : une défaite inéluctable.

Camille NOEL

Tout l'appui de l'impérialisme : quand on nettoie la peinture sur les avions «marocains» abattus au Sahara, les inscriptions américaines apparaissent.

PAYS BASQUE

GRÈVE GÉNÉRALE UN NOUVEL ASSASSINAT

La lutte des classes fait rage au Pays Basque, qui, après Madrid, puis la Catalogne, est devenu son centre depuis quelques jours en Espagne. C'était hier la grève générale, à l'appel des organisations classiques de gauche, qui a mobilisé au bas mot, 500 000 travailleurs. Cependant, un manifestant a été tué par la police dans la ville de Basauri.

Après Vitoria, Basauri : aux quatre morts de mercredi dernier, assassinés par les «grises», les spécialistes de la répression sauvage des actions de masse, succède aujourd'hui une nouvelle victime : un ouvrier métallurgiste de 18 ans, tué également d'une balle à la tête.

Les deux derniers jours de la semaine, déjà, la classe ouvrière n'avait pas attendu les mots d'ordre des syndicats pour entrer en action. A Bilbao (Biscaye), 50 000 ouvriers étaient en grève ; Pampelune était paralysée par une grève générale ; dans la province de Guipozcoa, à Saint Sébastien et dans les autres villes, on comptait autant de grévistes qu'en Biscaye. Les manifestations se succédaient également : à Pampelune, mais aussi Bilbao, où trois mille ouvriers des chantiers navals formaient un piquet massif devant l'entreprise. Là, la police, comme à Vitoria, avait également tiré sur le peuple, faisant cinq blessés parmi ceux qui réclamaient l'amnistie pour les prisonniers politiques et une véritable liberté pour les masses.

La réponse du régime a été à la hauteur du prétendu «libéralisme» du nouveau gouvernement de Juan Carlos. Tandis que la police réprimait durement à quelques kilomètres de là, le ministre de l'intérieur, celui-là même qui la commande, se déplaçait à Vitoria. Là, on a pu l'entendre déclarer : «Nous sommes tous responsables». Comme si les assassins pouvaient être assimilés à leurs victimes, et la classe ouvrière à la bande oligarchique au pouvoir en Espagne ! Mal lui en a pris : les familles de ses victimes, à qui il avait cru pouvoir se permettre de rendre visite, l'ont pratiquement mis à la porte, au mépris de la prétendue «autorité» que lui donneraient ses fonctions.

Ce n'est pas les initiatives du ministre des «relations syndicales» (dans un pays où les syndicats ouvriers sont interdits, au profit des seuls «syndicats verticaux» fascistes), qui résoudront les problèmes. Toute la réponse qu'il a trouvée a été de désigner un «médiateur» chargé de concilier les points de vue des ouvriers et du patronnat. Tant que ces prétendues «médiations» seront appuyées par les fusils de la police, la haine inexpiable des peuples d'Espagne réduira à néant les prétentions du nouveau franquisme à la conciliation de classes.

Italie : cuisine électorale au Parti Socialiste

Dimanche soir, le Parti Socialiste (PS) a achevé son congrès qui avait pour but de décider à quelle sauce il allait accomoder sa cuisine électorale. Le Parti Socialiste est un parti minoritaire, mais qui a la particularité d'être un parti «charnière» : c'est-à-dire que la Démocratie Chrétienne (DC) actuellement au pouvoir ne dispose pas d'une majorité absolue à la Chambre. En sorte qu'elle doit s'allier nécessairement avec le petit Parti Socialiste afin de pouvoir gouverner sans risquer à tous moment d'être renversée. Cette coalition s'est usée, ces dernières années, dans les scandales, l'incapacité à régler une crise économique endémique et la répression des masses. Face à cette solution politique bourgeoise, le PCI en propose une seconde : le «compromis historique» - gouvernement de coalition DC, PC et PS.

Cette thèse du «compromis historique» recueillant certains échos dans les rangs mêmes de la DC, le Parti Socialiste a décidé à son congrès d'opter pour une «alternative de gauche», dont l'allié préférentiel serait le PC. Une telle stratégie lui permet de se donner une image de «gauche». Image nécessaire, car le PS craint qu'une entente entre le PC et la DC se fasse à ses dépens.

Portugal : ouverture de la campagne électorale législative

La liste des candidatures aux élections législatives du 25 avril prochain a été publiée. Les deux partis de droite PPD et CDS ont inscrit sur leurs listes des anciens colons d'Angola. Face à cette offensive du PPD et du CDS, le PS et le PCP rencontrent des difficultés, alors que chaque jour le régime portugais devient de plus en plus réactionnaire. Et ces élections législatives pourraient bien être une étape sur la voie d'un retour en force de la réaction.

Vietnam : rassemblement pour la journée internationale des femmes à Saïgon

Au total, une dizaine de milliers de femmes vietnamiennes ont assisté dimanche à un grand rassemblement à Saïgon pour célébrer la journée internationale des femmes. Ce rassemblement était présidé par Mme Nguyen Thi Binh, présidente de l'Association des Femmes Libérées du Sud-Vietnam, et membre du Présidium du FNL (Front National de Libération).

Mme Nguyen Thi Binh a prononcé le discours d'ouverture de ce rassemblement qui s'est achevé par un grand défilé d'unités de femmes soldats et de miliciennes en uniformes des associations féminines de quartiers. Y participaient aussi les mouvements de femmes vietnamiennes. Toutes brandissaient les drapeaux de la République Démocratique du Vietnam et du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire du Sud, symboles de leur patrie en voie de réunification.

Zimbabwe : les actions des forces patriotiques se multiplient

Un communiqué officiel des *«Forces de sécurité rhodésiennes»* fait état d'une multiplication, ces dernières semaines, d'affrontements avec les forces patriotiques de libération de Zimbabwe (nom africain de la Rhodésie). Ce même communiqué fait état de plusieurs morts (dont certains pour avoir sauté sur des mines) dans les rangs des troupes d'occupation blanches du Zimbabwe.

Iran : deux patriotes assassinés par le chah

Deux patriotes iraniens ont été pendus dimanche matin à Téhéran. Un tribunal militaire à la solde du Chah assassin les avait accusés *«d'agression contre les policiers et de divers attentats»*. Ils rejoignent ainsi, dans leur mort, les 14 autres patriotes massacrés en Iran depuis le début de l'année. Il convient d'ajouter, à cette longue liste des crimes du Chah, les trente autres patriotes officiellement *«abattus»* lors de *«tentatives d'évasion»*, c'est à dire morts sous les tortures de la SAVAK, la police politique du chah.

LA VIE DU JOURNAL

PARMI VOS LETTRES

Des mots barbares

En tant que lectrice, je voudrais vous dire une chose. Lorsque nous lisons des articles ayant rapport avec la crise, l'inflation... c'est-à-dire ayant un caractère économique, il est très important que vous donniez les définitions des mots barbares qu'emploient généralement les journaux, ceci est un moyen de démystifier des termes derrière lesquels le pouvoir cache sa faiblesse et son impuissance à résoudre les problèmes économiques et sociaux, il lui suffit de parler de *«Produit National Brut»*, des *«soldes de services»* de certaines administrations, du *«serpent monétaire»*, du *«flottement des monnaies»*... pour que beaucoup soient «largués» et pour noyer le poisson...

Dans certains articles du quotidien, que j'ai lus, des définitions étaient données. Il faudrait que cela soit plus systématique. Comprendre ces mots, signifie comprendre le raisonnement capitaliste et le sens des mesures que prend le gouvernement.

Bon courage, camarades, et pour notre quotidien, bravo !

Une lectice de Nantes

Ils sont bien du même bord

Mardi soir, la télévision a voulu nous faire croire qu'à travers le débat Fourcade-Mitterrand, c'était deux projets de société opposés qui étaient confrontés.

Mais en fait, Fourcade, Mitterrand, c'est bien la même race de politiciens bourgeois. D'ailleurs, les petits sourires en coin qu'ils n'ont pu s'empêcher d'échanger prouvent bien qu'ils ne sont pas du tout des ennemis de classe. Ils sont en réalité du même bord.

Ils ont joué avec la retraite des vieux, la formation des jeunes, le travail, la vie des masses, comme on joue avec des pièces d'échec. Ils n'avaient qu'un seul souci : être plus brillant que l'autre. Pour ça, ils se lançaient des chiffres à la tête, en oubliant tout ce qu'il y avait derrière ces chiffres. Le mépris des travailleurs les a animé tout au long de la discussion. Ils se sont même fait voir des feuilles sans que nous sachions de quoi il s'agit.

Ils se sont vantés d'être généreux ! Fourcade a voulu nous faire croire que patrons et ouvriers étaient associés dans la même tâche. Quant à Mitterrand, il nous a clairement montré qu'il voulait gérer le capitalisme. *«Je ne crois pas à la catastrophe»*, a-t-il dit, sous-entendu si on lui donnait le pouvoir, il saurait recoller les morceaux, replâtrer la société capitaliste !

Oui, vraiment, ces messieurs se sont bien moqués de nous. Mais nous saurons leur montrer que le mouvement de l'histoire se fera non seulement sans eux, mais plus contre eux. Vive le pouvoir des ouvriers et des paysans !

Une lectrice de Nanterre

Entendu dans un café

A propos du petit spectacle gracieusement offert par Fourcade et Mitterrand, un travailleur, après avoir discuté de l'inintérêt du débat, de son extrême longueur vu l'abondance des phrases creuses, lance : *«Le temps que le débat dure, qu'ils sortent leurs explications, j'aurais eu le temps de boire deux litres de rouge !...»* (sous-entendu, je mets beaucoup de temps pour les boire...)

Voilà qui illustre le dégoût des travailleurs pour un débat qui n'est pas le leur, où leurs problèmes ne sont pas posés dans leur simplicité et leur acuité. Les travailleurs en ont marre de ce cirque-là : en cage, les représentants des partis bourgeois ! La télévision doit montrer autre chose !...

Un lecteur de Rennes

Communiqué Salon de l'agriculture

Débat organisé par des élèves de l'INA et de l'EPISTA
MARDI 9 MARS 20 H 00
«LES SALARIÉS AGRICOLES»
à l'INODEP 34 rue Reille Paris 14e
Métro Glacière

PROGRAMME DU «CINEMATOGRAPHE»
44 cours Suchet
LYON 2e
(abonnement : 36F pour 6 films - place 8F, 10F pour les exclusivités)

La prise du pouvoir par Louis XIV
Film français de Roberto Rossellini

Mar. 9	21 h 50
Mer. 10	14 h 30/21 h 50
Jeu. 11	18 h 00
Ven. 12	18 h 00
Sam. 13	15 h 00
Dim. 14	17 h 15
Lun. 15	19 h 55

LE LIBAN DANS LA TOURMENTE
Film franco-libanais de Jocelyn Saab et Jorg Stocklin

Mar. 9	18 h 00
Mer. 10	18 h 00
Jeu. 11	19 h 45
Ven. 12	19 h 45
Sam. 13	17 h 00/21 h 50 (débat)
Dim. 14	15 h 00/21 h 50
Lun. 15	21 h 40 1ère exclusivité

MARAT SADE
Film anglais de P. Brook
d'après la pièce de P. Weiss

Mar. 9	19 h 45
Mer. 10	19 h 45
Jeu. 11	21 h 40
Ven. 12	21 h 40
Sam. 13	19 h 45
Dim. 14	19 h 45
Lun. 15	18 h 00

A PROPOS DES LUTTES DES ÉTUDIANTS

J'aimerais avoir des explications sur le manque d'informations dans le Quotidien du Peuple à propos de l'INSA, alors que des informations sont remontées. Cette grève semble importante, dans le contexte de la lutte d'ensemble des facs, et dans la façon dont elle est menée (occupation des lieux, prise en charge par les étudiants des Restau-U). Pourriez-vous préciser, lorsque vous dites que 20 facs sont en grève, la liste de ces facs ? Pourquoi ne nous servirions-nous pas du Quotidien du Peuple pour échanger nos expériences avec les divers camarades présents sur les autres facs : façon de mener la lutte, problèmes posés par la mobilisation...

Corr. Lyon

Camarade,

Ta lettre souligne bien de quelle manière le Quotidien peut contribuer à la lutte en cours. Nous ne voulons en effet pas seulement faire le point mais surtout montrer comment se dégage une nouvelle réalité du mouvement étudiant, comment, peu à peu, par le rejet conscient des manipulateurs, la lutte est prise en charge véritablement, comment la volonté de trouver l'appui des travailleurs se précise en initiatives concrètes.

Le Quotidien, parce qu'il est aussi un instrument pour construire l'*Unité Populaire* contre tous les aspects de l'oppression capitaliste, peut et doit jouer un rôle essentiel pour l'échange des expériences. Le Journal n'a pas été utilisé suffisamment, c'est évident. C'est pourquoi nous faisons nôtre ton appel à un échange d'expériences, d'autant plus que cet échange nécessaire sur les questions essentielles pour la lutte se heurte encore aujourd'hui au niveau des coordinations, aux dernières manipulations trotskystes et révisionnistes. Par le Quotidien nous pouvons préparer la coordination des 17 et 18, pour en faire un véritable lieu de discussion, un instrument pour l'approfondissement du mouvement.

L'INSA occupe une place intéressante dans le mouvement en cours parce qu'il fait partie de ces grandes écoles qui concentrent au plus haut point tous les caractères de l'université bourgeoise : ghetto, mépris des travailleurs inculqué systématiquement, culte du savoir pour le savoir, bachotage et coupure de la pratique. L'INSA, c'est en quelque sorte l'image de ce que sera l'université réformée. Vous avez pour cette raison, une popularisation spécifique à faire en direction des facultés.

Les commissions que vous avez constituées (voir brève dans ce journal), vont bien dans le sens d'une interrogation en profondeur sur le rôle de l'université bourgeoise. Nous aimerions recevoir rapidement des éléments sur le travail de ces commissions, sur la façon dont vous remettez en cause l'avenir professionnel qui vous attend, en liaison avec les travailleurs.

Nous appelons les camarades de toutes les écoles d'ingénieurs (MINES, AGRO etc...) à engager avec vous une réflexion commune sur la formation et le rôle des ingénieurs. Ainsi, vous contribuerez efficacement au mouvement en cours.

Enfin, je voudrais répondre à ta demande d'explications sur le manque d'informations à propos de l'INSA ; une «nouvelle brève» (Intervention des flics à l'INSA) est parue le 28 février, vous nous avez fait parvenir d'autre part, un texte intitulé «l'INSA en grève, les grandes manœuvres du pouvoir» que nous n'avons pas passé effectivement car il nous a semblé que cela recoupait, du moins en partie, la nouvelle du 28. En ce qui concerne le décompte des facs en grève et facs en lutte, nous te proposons de faire le point complet après la mobilisation des 9 et 10 mars ; en ce sens, nous appelons tous nos lecteurs à envoyer le bilan de ces journées.

B.M.

JE M'ABONNE

250 F	1 AN
150 F	6 MOIS
80 F	3 MOIS
30 F	1 MOIS

Envoyez à :
le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 Paris Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

Le Quotidien du Peuple : publication du PCR (ml)
adresse postale : BP 225 - 75 924 Paris Cedex 19
CCP n° 23 13248 F Paris - directeur de publication : Y. Chevet
imprimé par IPCC Paris distribué par les NMPP
commission paritaire 56942

FRONT ROUGE
Organe Central du Parti Communiste Révolutionnaire (ml)
n°4 nouvelle série
est paru
Passez vos commandes
à Front Rouge
BP 161 75864
Paris Cédex 18
CCP 31 191 14 La Source

TELEVISION

à la télé ce soir...

L'INDE

INTERVIEW DE JEAN-EMILE JEANNESSON

«Le repérage et le tournage ont eu lieu entre les mois de janvier et avril 1975 soit avant que ne soit déclaré l'état d'urgence en Inde.

Je suis parti sans aucun a priori, avec une extrême modestie. Contrairement à ce qui se passe d'habitude pour les «Lettres» le repérage n'a pas servi à l'organisation pratique du tournage, mais à me donner une première vision. Je crois au premier choc. Avec le temps se crée une usure, l'œil et l'oreille se saturent.

J'avais quand même au départ deux pôles d'attraction : le Bihar où se trouvent conjuguées la haute tradition et la violence ; une apparence de fixité qui cache un profond bouillonnement. Non loin, Bénarès : il est impossible de ne pas s'intéresser aux religions en Inde, même si l'on est athée. Bénarès est une des clés qui peuvent permettre de comprendre ce pays.

Autre séduction : la plaine indo-gangétique avec toutes les références culturelles et historiques qui s'y attachent. Et après avoir rencontré des économistes, des industriels, j'ai compris qu'il fallait aussi que j'aille à Bombay, qui est apparemment l'opposé de «l'Inde fossilisée» comme disait Gandhi en parlant du Bihar. Bombay, c'est l'Inde peu connue du capitalisme à l'américaine, des dynasties industrielles, une Inde «occidentalisée».

A Bombay on m'a parlé du Sud, du Kerala : toutes les religions toutes les idéologies s'y trouvaient réunies (...).

Dès le repérage, j'ai compris que je ne pouvais rien planifier, prévoir, organiser. Je devais accepter ce que l'Inde voulait bien me donner. Ce serait l'imprévu, l'aventure.

Lors du tournage, j'y ai donc glané des matériaux, sans fil conducteur. Ce fut une succession de miracles et de refus. L'Inde est un pays qui réclame une totale disponibilité. Dès que j'acceptais de ne plus être un occidental pressé, l'événement venait à moi. Plus aucune recette de métier ne fonctionnait.

Ce que j'ai vécu derrière la caméra était aussi intéressant que ce que je montrais. C'est là qu'est née l'idée d'écrire «Bataille pour des images».*

**Livre qui raconte le tournage.*

Vous l'avez sans doute compris, à la lecture de cet interview : Jean-Emile Jeannesson, dans ses «Lettres d'un bout du monde», ne nous propose pas une analyse vraiment profonde de l'Inde d'aujourd'hui, mais une suite «sans fil conducteur» d'impressions, de «réactions» personnelles. Il faut accorder à l'auteur le mérite de ne pas se contenter du pittoresque de pacotille qui fait trop souvent la matière des films, dits «documentaires». Au hasard des étapes du voyage, de nombreux problèmes sont abordés ; les images constituent un témoignage intéressant. Ceci dit, la démarche de Jeannesson n'ouvre pas de perspectives, de réflexions satisfaisantes : son espoir, semble-t-il, est que l'Inde s'arrachera à son état d'arriération pour devenir un pays «moderne», genre «démocratie occidentale», tout en conservant des aspects spécifiques qui fascinent Jeannesson, telles les grandes mythologies indiennes ainsi que leur expression artistique. Il y avait pourtant une question fondamentale à examiner : pourquoi la Chine, aux portes de l'Inde, a-t-elle résolu les maux dont l'Inde continue à souffrir ?

Faute de quoi, Jeannesson nous fait entrer dans le «labyrinthe» indien, mais il ne nous en fait pas sortir.

Notre sélection

Ce soir, «les dossiers de l'écran» reçoivent le Prix Nobel d'anti-communisme, Alexandre Soljenitsyne. Le film choisi «une journée d'Ivan Denissovitch» est tiré d'une nouvelle du même Soljenitsyne. Autant dire qu'il va être question du «goulag», des camps de travail d'URSS. Il n'y aura pas de débat, à proprement parler, puisque Soljenitsyne répondra seul aux questions des téléspectateurs. Connaissant le personnage, on peut s'attendre à un mélange de remarques exactes sur le système répressif fasciste de l'URSS de Brejnev le tout mêlé avec des réflexions réactionnaires, assimilant ce régime à un socialisme véritable... Nous y reviendrons. (A2, 20 h 30)

Sur TF 1, commence la série de J.E. Jeannesson sur l'Inde. Première étape du voyage : Murthal, dans l'Etat de l'Haryana, non loin de New-Delhi. Le maire prêche la stérilisation des hommes mais ne remet pas en cause les structures économiques et sociales qui rendent vaine toute tentative de planification démographique. Le problème de la division de la société en castes est abordé sous différents angles : mariages «arrangés», esclavage des «intouchables», les hors castes, que Gandhi, en guise de consolation, appelait les «enfants de Dieu». Pour terminer, nous suivons le pélerinage à Bénarès d'un couple brahmane (la plus haute caste).

programme

MARDI 9 MARS

TF 1

13 h 00 - JOURNAL
13 h 45 - Restez donc avec nous
18 h 15 - A la bonne heure
18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Gala du Midem
21 h 30 - Lettres d'un bout du monde : l'Inde
22 h 20 - Pleine page
23 h 20 - JOURNAL et fin

A 2

14 h 30 - Les après-midi d'antenne 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - Le palmarés des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Les dossiers de l'écran : le goulag une journée d'Ivan Denissovitch
23 h 15 - JOURNAL et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash JOURNAL
20 h 00 - Les animaux chez eux : d'un océan à l'autre
20 h 30 - Westerns, Aventures : coup de fouet en retour
22 h 20 - JOURNAL et fin

feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RESUME :
E. Snow poursuit son récit sur l'Armée Rouge. Il s'attache au «combattant rouge» et décrit sa vie.

38e épisode
VIE DU COMBATTANT ROUGE

Les Chinois savent se battre aussi bien que n'importe quel peuple, ainsi que je l'ai appris pendant la guerre de Changhai en 1932. Si l'on laisse de côté les servitudes techniques, le problème était entièrement celui de l'incapacité du commandement de former le matériel humain à sa disposition, de lui donner une discipline militaire, un moral politique et la *volonté de vaincre*. C'est là que réside la supériorité de l'Armée Rouge. Elle était bien souvent, dans une bataille, le seul côté qui eût conscience de se battre pour quelque chose. C'est la primauté des communistes dans les tâches éducatives de la construction d'une armée qui leur a permis de supporter la formidable supériorité technique et numérique de leur ennemi.

Rien que pour leur ténacité dans l'endurance et leur capacité de supporter les privations sans se plaindre, les paysans chinois, qui forment l'Armée Rouge pour sa grande partie, son imbattables. On l'a vu par la Longue Marche, au cours de laquelle elle a subi de tous côtés les pires épreuves. (...).

LES GROTTES

Les unités que j'ai vues au Ninghsia et au Kansou étaient cantonnées dans des grottes, anciennes écuries de riches propriétaires, dans des constructions d'argile et de bois hâtivement élevées, et dans des enceintes et des maisons abandonnées par d'anciens fonctionnaires ou l'ancienne garnison. Ils dormaient à même le *k'ang* de maçonnerie, sans même une paillasse et avec seulement une ouverture de coton pour chacun - et pourtant ces chambrées étaient assez bien tenues, propres et en ordre, bien que leur sol, leurs murs et leur plafond fussent de pisé passé à la chaux. Ils avaient rarement des tables ou pupitres, et des piles de briques ou de pierres servaient de sièges, presque tout le mobilier ayant été détruit ou emporté par l'ennemi avant de battre en retraite.

Chaque compagnie avait son propre cuisinier et son fourrier. Le régime alimentaire était simple à l'extrême : millet et *pei-ts'ai*, (1), avec un peu de mouton et parfois du porc - tel était le menu moyen, mais la troupe semblait s'en trouver fort bien. Le café, le thé, les gateaux, les sucreries de toutes sortes, les légumes frais, pour être pratiquement inconnus, ne leur manquaient nullement. Le café en boîte était plus apprécié pour la boîte que pour le café. Personne n'aimait le café, ça avait un goût de médicament, mais une bonne boîte en fer blanc pouvait faire une gamelle utilisable ! L'eau chaude était la seule boisson consommée, et l'absorption d'eau froide était expressément défendue.

DES JOURNEES BIEN REMPLIES

En dehors des combats, le soldat rouge avait des journées bien remplies. En fait, dans le Nord-ouest comme dans le Sud, les hostilités connaissaient de longues périodes d'inactivité. Lorsqu'elle occupait un nouveau district, l'Armée rouge s'installait pour un mois ou deux en vue d'établir les soviets et y «consolider» la situation, et se contentait de placer de petits détachements en avant-postes. L'ennemi était presque toujours sur la défensive, excepté quand il lançait une de ses grandes «expéditions exterminatrices». Aussi, dans les intervalles séparant leurs propres offensives ou celles de l'ennemi, y avait-il de longues périodes de loisirs.

Lorsqu'il n'était pas dans les tranchées ou en service d'avant-poste, le soldat rouge observait une semaine de six jours. Il se levait à cinq heures, et le couvre-feu sonnait à neuf heures. Le programme de la journée comprenait : une heure d'exercices aussitôt après le lever, le petit déjeuner, deux heures d'exercices militaires, deux heures de conférences et de discussions politiques, déjeuner, repos d'une heure, deux heures d'étude des caractères, deux heures de jeux et sports, souper, chant et réunions de groupes, couvre-feu.

On encourageait fortement l'émulation dans les épreuves de saut en longueur, de saut en hauteur, de course, d'escalade, de corde à nœuds, de saut à la corde, de lancer de grenades et de tir. En observant les bonds que les hommes effectuaient par-dessus les murs, les barres et les cordes, on comprenait pourquoi la presse chinoise les avait surnommés les «hommes-singes», en raison de leurs exploits d'agilité dans l'ascension des montagnes et leur vivacité de mouvements. Des fanions récompensaient les compétitions de groupes, depuis l'escouade jusqu'au régiment, pour les sports, l'exercice militaire, les connaissances politiques, l'instruction et l'hygiène. Je vis ces bannières déployées dans les Clubs Lénine des unités qui avaient remporté ces trophées.

le quotidien du peuple

INTERVIEW

QUESTIONS ACTUELLES SUR LE MOYEN ORIENT

BASSAM ABOU SHARIF

Porte parole du Front Populaire de Libération de la Palestine

Confrontées aux événements du Liban, les différentes organisations de la Résistance Palestinienne, tout en participant toutes au combat auquel elles se trouvaient forcées, n'ont cependant pas des points de vue tout à fait identiques sur la signification de la crise, ni sur la tactique à adopter.

Jeudi, Abou Ayad, membre du Comité Central du Fath, tout en se défendant des accusations selon lesquelles son organisation n'aurait pas pris toute sa place dans la lutte, expliquait dans nos colonnes que la tactique du Fath restait, au fond, la non intervention dans les affaires intérieures libanaises. Il rappelait le but fondamental de la Résistance, la libération de la patrie palestinienne, et indiquait qu'elle ne devait pas s'en laisser distraire par d'autres conflits dans lesquels l'impérialisme cherchait à l'entraîner.

Samih Achour, au contraire, responsable de l'information centrale du Front Démocratique de Libération de la Palestine (FDLP), le mouvement de Nayef Hawatmeh, dans l'interveiw que nous avons publiée samedi, indiquait que son organisation avait préconisé une «tactique offensive» contre la droite libanaise.

Bassam Abou Sharif, de son côté, nous dit aujourd'hui que, tout en remportant une victoire militaire, les forces patriotiques libanaises et la Résistance ont été frustrées des fruits de leur combat par l'intervention syrienne, qui est venue sauver le régime libanais moribond. Tandis qu'Abou Ayad estimait simplement à ce sujet que la Syrie, pas plus que quiconque, n'était en mesure «d'englober» la Résistance, quel que soit son rôle au Liban. Samih Achour, interrogé sur ce point, approuvait assez nettement l'intervention syrienne.

De nombreuses questions restent ainsi en discussion, malgré des bases communes entre les organisations de la Résistance, concernant en particulier la solidarité de lutte entre patriotes palestiniens et libanais, et le refus de toute lutte de type confessionnel.

On remarquera notamment, dans la déclaration du porte parole du FPLP, le lien qu'il fait entre les événements du Liban et les tentatives impérialistes du «règlement pacifique au Proche Orient» : sujet qu'il développera dans notre numéro de demain.

LIBAN : «Nous sommes directement concernés»

Sur la situation au Liban. Quelle a été votre participation durant les événements ? La ville de Damour, habitée par les chrétiens, a été en grande partie détruite. Comment appréciez-vous cette affaire, et la déclaration du leader de la gauche libanaise Kamal Jumblatt en attribuant la responsabilité à la Résistance ? Quels sont les résultats, au Liban, après les 10 mois de lutte ?

Pour commencer, il faut définir la position de principe du FPLP, en ce qui concerne les relations entre Révolution Palestinienne, qui a pour tâche dans la période sa lutte nationale et le mouvement patriotique au Liban. Nous considérons que les deux mouvements sont liés organiquement dans la lutte contre l'ennemi national et l'ennemi de classe, même si actuellement, ils ont des tâches différentes.

Nous sommes directement concernés par les attaques lancées par la réaction libanaise contre les forces patriotiques. Nous considérons également que la position de principe des forces patriotiques doit être le soutien et la protection de la Résistance Palestinienne contre les attaques de la réaction locale.

Ce qui s'est passé au Liban, depuis mars dernier, c'est une attaque impérialiste et réactionnaire exécutée par les fascistes locaux et le régime libanais, et qui avait deux objectifs : le premier, c'est l'affaiblissement et la liquidation de la Résistance Palestinienne. Ce but est lié directement au plan de règlement que veut imposer l'impérialisme aux masses arabes en général et aux masses palestiniennes en particulier, pour ramener la région à la situation antérieure. L'impérialisme sait que, dans ce but, il devra prendre en considération le «cœur du problème», la question palestinienne. Depuis la guerre d'octobre, les Etats-Unis ont tenté, en liaison avec certains régimes arabes, de convaincre la Résistance Palestinienne de participer au règlement. Cette participation signifierait l'acceptation de deux points principaux. Le premier, c'est la garantie des intérêts des Etats-Unis et de leur mainmise sur les richesses de la région. Cette garantie ne sera réalisée que si l'impérialisme impose le pouvoir de ses agents sur les masses populaires dans le monde arabe. Le deuxième point, c'est la reconnaissance du sionisme et de son incarnation en Palestine, c'est-à-dire l'Etat d'Israël, par tous les régimes réactionnaires. Le deuxième objectif est local. Il s'agit de lier solidement le Liban à l'impérialisme, économiquement et politiquement. La réalisation de ce but ne serait possible que dans la mesure où les forces réactionnaires (féodaux, compradores et droite fasciste) parviendraient à étouffer le germe de la révolution libanaise alors qu'elle commence à constituer une menace réelle pour les réactionnaires.

C'est ici que se rejoignent le but de l'impérialisme —affaiblir la Résistance pour la pousser vers le règlement— et celui de la réaction locale : deux buts à la fois. C'est pour cela que les attaques contre la Résistance Palestinienne et le mouvement patriotique libanais ont été actionnées. Ajoutons que l'impérialisme savait que la Résistance Palestinienne soutient le mouvement patriotique, et vice-versa.

Malgré toutes les critiques que nous portons sur le style des relations entre les deux mouvements, l'entraide et la coordination ont été réelles. Conformément à notre analyse de l'attaque contre les deux mouvements, nous sommes intervenus militairement et politiquement aux côtés des masses libanaises et palestiniennes pour la faire échouer. Cet aspect de la réalité manifeste un progrès du mouvement patriotique libanais et de la Résistance Palestinienne. Sur le plan politique, nous avons lutté contre des points de vue droitiers au sein du camp patriotique, qui essayaient de séparer la Résistance Palestinienne du mouvement patriotique libanais.

Des réunions en région chrétienne

Pratiquement, nous avons aussi fait avancer la coordination entre les patriotes libanais et palestiniens, en adoptant une tactique militaire offensive, malgré notre faiblesse numérique, car nous pensions que la bataille était vitale. Nous nous considérons comme une avant-garde et nous sommes convaincus de la justesse de la ligne que nous avons adoptée, et qui a été suivie finalement par l'ensemble de la Résistance et du mouvement patriotique.

Le FPLP a lutté contre toutes les tentatives des réactionnaires, qu'ils soient maronites ou musulmans, de donner à la bataille en cours au Liban, un caractère confessionnel : pour nous, il s'agit d'une bataille des masses libanaises et palestiniennes contre leur ennemi national et de classe. C'est pour cette raison que nous avons condamné publiquement, même en plein combat, toutes les conduites confessionnalistes au sein même du mouvement patriotique. Il faut reconnaître que certains, dans le mouvement patriotique, ont commis des fautes, des pillages et autres. On peut s'attendre à de telles actions de la part des fascistes mais nous ne les permettons pas dans les rangs des patriotes.

On peut ajouter que nous sommes la seule organisation de la Résistance à avoir organisé, pendant les événements, plus d'une vingtaine de réunions dans les régions dominées par les forces isolationnistes, à METN, à KESSERWANE... : Nous sommes convaincus que la gauche libanaise est incapable de pénétrer dans ces régions où l'esprit confessionnel l'emporte depuis longtemps.

«Un rapport de forces militaires faborable» : des patriotes prennent d'assaut des blindés libanais.

Pour résoudre cette difficulté, il faut mener dans ces milieux une activité politique et idéologique intense. Malgré tous les tableaux idylliques que les confessionnalistes dressent de leur situation, nous sommes convaincus que la majorité de ces masses pauvres vit sous l'oppression de ces féodaux, et que leur véritable intérêt est dans la lutte, côte à côte, avec les musulmans pauvres contre ces profiteurs.

Vers un comité populaire à Damour

Nous avons fermement condamné ce qui s'est passé aux deux villages chrétiens isolés en région musulmane de Damour et de Jiyeh. Ceux qui ont commis ces actes n'ont pas une conduite révolutionnaire, par exemple, ceux qui ont écrit sur les murs des maisons : le Front Démocratique est passé ici etc...Nous avons commencé à voir les habitants de Damour et de Jiyeh et à leur expliquer notre ligne. Nous avons soutenu, à Jiyeh, la formation d'un comité populaire pour la reconstruction de la ville. Dans une large mesure, nous avons réussi à faire revenir la population et nous allons en faire autant à Damour. En effet, les confessionnalistes cherchent à profiter de cette situation, financièrement et politiquement. Il faut briser leur emprise sur les masses, former un comité populaire des habitants patriotes de Damour pour la reconstruction, faire revenir la population et empêcher le retour des fascistes.

Je ne connais pas le contenu des déclarations de Joumblatt, mais si il s'agit de critiques adressées aux pratiques confessionnalistes, je les soutiens. Il faut cependant souligner que, fondamentalement, la Résistance Palestinienne n'a pas eu une réaction confessionnelle, et que des actes tels que ceux de Damour, commis par une minorité, restent sans commune mesure avec les massacres de l'autre camp.

Pour notre part, nous avons pleinement participé à la lutte contre la pratique de l'enlèvement des personnes selon leur confession, chaque fois qu'elle s'est fait jour dans le camp patriotique, et nous avons pu libérer beaucoup de gens qui avaient été enlevés de cette façon.

Demain, la suite de notre interview :
Point de vue d'ensemble sur la région

Soulèvement en Cisjordanie

Le soulèvement en Cisjordanie, commencé il y a deux mois, prend de plus en plus d'ampleur. Une grande manifestation se prépare, pour protester contre l'occupation des terres arabes par les occupants sionistes et contre la judaïsation de Jérusalem. En Galilée, les propriétaires des terres accusent les pouvoirs sionistes de vol et le «Comité National de défense des terres arabes» déclare qu'il s'agit d'une grande opération de judaïsation de Galilée. A Naplouse, Ariha, des rassemblements massifs ont déjà eu lieu où la population a décidé d'engager une grève illimitée si les autorités sionistes n'arrêtent pas leurs mesures de colonisation.

Les autorités sionistes continuent leur répression. A Gaza, une femme de 96 ans, Khadraa Zarii est condamnée aux travaux forcés parce qu'elle portait un pistolet. Elles ont aussi condamné deux personnes à 5 ans de prison, pour leur opposition à l'occupation, leur participation à la Révolution. D'autre part, les prisonniers arabes de Bir As-sabaa ont déclenché une grève de la faim contre les traitements inhumains qu'ils subissent. Dans une autre prison, un militant, prisonnier depuis 74, a sa vie en danger à cause du traitement qu'il subit.

Liban : Regain de tension

De nombreux incidents ont éclaté ces derniers jours au Liban. Jeudi dernier, des membres de *«l'armée du Liban arabe»* ont attaqué le village chrétien de Kobeyate, dans le nord du Liban. Les affrontements ont fait sept morts. Dans la soirée, les Phalangistes ont dressé des barricades dans les quartiers chrétiens de Beyrouth. De plus, aucun accord n'est encore intervenu entre les différents partis signataires de l'accord sur la formation d'un gouvernement d'Union nationale.